

1 SEPT - 2 OCT 1995

PLEASE RETAIN
ORIGINAL ORDER

UNCLASSIFIED
EL/WG MAY 2009

UNARCHIVES
SERIES S-1060
BOX 4
FILE 1
ACC. 1998/0281



UNAMIR - MINUAR
TRAINING-RUHENGERI

To: CIVPOL Commissioner

Date : 30/09/95

From : Major BAKANDI Gabriel
Directeur des Etudes
à l'EGENA - Ruhengeri.

Subject : Rapport d'activités hebdomadaires (25-30 Septembre 1995)

J'ai l'honneur de vous rendre compte à toutes fins utiles du déroulement des activités pour la période allant du 25 au 30 Septembre 1995.

I. GENERALITES

La tenue de la réunion pédagogique le 30 Septembre 1995 par les Instructeurs CIVPOL en vue de faire le point d'exécution des programmes, la perturbation de nos activités suite au décès de notre collègue, le Capitaine Fadiala Sekou Touré, décès intervenu le 27 septembre dernier, puis enfin le refus catégorique de la Partie Rwandaise de deux Instructeurs Tunisiens affectés à l'EGENA, constituent les points saillants de la période considérée.

II. POINT D'EXECUTION DU PROGRAMME

(VOIR LES FICHES D'EVALUATION EN ANNEXE)

III. DIFFICULTES RENCONTREES

Durant la période sous examen, quelques difficultés ont été relevées qui méritent d'être signalées.

Il s'agit notamment de notre micro-ordinateur qui a été déposé depuis plus d'une quinzaine de jours et qui n'a toujours pas été réparé. Cela entrave énormément la bonne marche de nos activités.

La Direction des Etudes éprouve d'énormes difficultés pour le transport des Instructeurs de leur domicile à l'EGENA et vice-versa. Cette difficulté provient du fait que notre Minibus 219 est parti à Kigali depuis le 27 Septembre 1995 pour maintenance.

III. CONCLUSION:

1. Au vu de ce qui précède, il convient de retenir que la réunion instituée initialement chaque Jeudi soir pour faire le point d'exécution des programmes a été désormais fixée pour Samedi à 9 heures et ce conformément aux instructions du CPTO, le Major Koné.

2. La disparition du Capitaine FADIALA Sékou Touré, chargé du Maintien de l'Ordre à l'EGENA (Groupe B) le refus des Instructeurs Tunisiens par la Partie Rwandaise devraient également retenir votre attention. En effet, pour rester dans les délais initialement impartis pour la fin du programme de formation, il est impérieux qu'au moins deux instructeurs supplémentaires viennent renforcer l'équipe déjà en place.

Ruhengeri, le 30 Septembre 1995.

Le Directeur des Etudes


Major BAKANDI Gabriel.

**POLICE
ADMINISTRATIVE**

15 h.

1. Introduction à la police administrative
2. Organisation de la police administrative
3. Armes & munitions: définition, réglementation
4. Armes & munitions: Autorisation, permis, contrôle
5. Régime des boissons alcooliques : réglementation et licences
6. Régime des boissons alcooliques : sanctions et contrôle
7. Immigration
8. Contrôle de l'immigration
9. Les documents de voyage
10. Les opérations de décès : déclaration, permis d'inhumation
11. Les opérations de décès : chambre funéraire, mise en bière

Solde h. :

**SERVICE EN UNITE
DE BRIGADE**

20 h. / 19 h. pratique

1. Introduction à la brigade : circonscription / effectif
2. La brigade : les moyens matériel, humains, techniques
3. Le commandant de brigade
4. P.G.E.S : connaissance des gens et des lieux / rapidité d'intervention / services ordinaires et extraordinaires
5. Services exécutés par le CB : participation au service / les contrôles du CB
6. Services exécutés par le CB : liaison avec les autorités et les autres CB
7. Les services externes : les services d'initiative / les visites de communes
8. Les services externes : la patrouille / les services imposés, mixtes et divers
9. Les services externes : caractères communs (répartition du service, commandement, effectif, moyens)
10. Le service à la caserne : service de permanence / le 1er à marcher
11. Le service à la caserne : autres services à la caserne (entretien, surveillance, dactylographie, instruction, vacation radio)
12. Le fichier de renseignement: fichier alphabétique et tenue
13. Le fichier de renseignement: dossier chronologique / avis de condamnation
14. Le cahier de service
15. Le cahier de surveillance
16. Administration de la brigade: gestion du personnel / casernement
17. Administration de la brigade: prescriptions diverses / matériel

Solde h. :

**RENSEIGNEMENTS
GENERAUX**

15 h.

1. Introduction
2. Définition / mission des RG
3. Champ d'application / objectifs politiques, économiques, sociaux
4. Objectifs religieux, nationaux et administratifs
5. Les moyens matériels
6. Les moyens humains
7. Les moyens techniques
8. Collecte / Tri / Recoupement des informations
9. La Note d'information
10. La Note de renseignement
11. La Note concernant un problème économique
12. Le rapport d'enquête administrative
13. Exploitation de l'information
14. Transmission de l'information
15. Sécurité et maintien du secret
16. Organisation d'un service de RG

UNCIVPOLCH/RC

Solde h. :

**POLICE DE LA
CIRCULATION**

28 H. / 20 H. pratique

1. Introduction / généralités
2. Historique
3. Véhicules / routes / accidents au Rwanda
4. Application des règles de la route
5. La voie publique et ses parties / personnes
6. Véhicules: définition
7. Véhicules: équipement, introduction aux accidents et réquisitions
8. Protection de la voie publique et de ses usagers
9. Place sur la route
10. Direction, vitesse, arrêts, parcage
11. Règles générales applicables à tous les usagers
12. Règles générales applicables à tous les usagers + équipement
13. Circulation routière et réglementation
14. Règles spéciales applicables à certains usagers
15. Signalisation
16. Signalisation lumineuse
17. Les permis de conduire
18. Régistration des véhicules
19. Documents administratifs : les assurances
20. Documents administratifs : Taxe, patente
21. Rapport d'accident
22. Rôle du gendarme au poste de régulation
23. Mission du gendarme au poste de contrôle
24. Rôle du gendarme au poste de surveillance
25. Contrôle des véhicules

CLASSE :
SEMAINE:
Solde h:

**POLICE
SCIENTIFIQUE**

16 H.

1. Introduction à la police scientifique
2. Preuves : introduction
3. Preuves : témoins, preuves matérielles, aveux
4. Identification des personnes: anthropométrie
5. Identification des personnes: descriptions particulières
6. Dactyloscopie : principes d'identification
7. Dactyloscopie : introduction aux empreintes digitales
8. Lieu de crime : Introduction
9. Lieu de crime : Recherches sur les lieux, modification des lieux
10. Lieu de crime : Photographie et croquis
11. Lieu de crime : Description
12. Lieu de crime : Investigation, récolte et préservation des traces
13. Premier rapport
14. Armes et balistique
15. Investigation
16. Echantillon
17. Exploitation

Solde h:

**POLICE
JUDICIAIRE**

32 H.

1. Définition de police judiciaire
2. Classification des délits
3. Le Ministère public
4. Le Procureur général
5. Le Procureur public
6. La Cour d'Assises
7. Les investigations criminelles
8. Les agents de la police criminelle
9. Le juge d'instruction
10. Relations entre Gendarmerie et magistrats
11. Les enquêtes de police
12. L'enquête préliminaire
13. Le flagrant délit
14. Instruction de la police criminelle
15. Perquisition et séquestre
16. Commission rogatoire
17. La garde à vue
18. Conclusion police criminelle
19. Croquis et photos
20. Les interrogatoires
21. Le procès-verbal d'audition
22. Les mandats
23. Fouille corporelle et séquestre
24. Droit d'entrée et usage des armes
25. Contrôle d'identité
26. Enquête au sujet des V.I.P
27. Ordres/séquestre/recherche de personne
28. Détention et jugement
29. Protection de l'enfance
30. Révision

Solde h:

UNCIVPOLCH/RC

MORALE

10 h.

1. Le patriotisme
2. Le civisme
3. La liberté
4. Obéissance à la loi
5. Qualités professionnelles
6. La conscience professionnelle
7. Le gendarme dans la société
(au service des citoyens)
8. Le gendarme dans sa famille :
autorité dans son ménage,
éducation des enfants
9. Le gendarme dans sa famille :
hygiène, maladies vénériennes,
précautions pour éviter ces ma-
ladies
10. Solidarité et esprit de corps
11. Responsabilités pénales et ci-
viles des gendarmes
12. Fautes contre l'honneur (cor-
ruption, compromission, pré-
varication, mensonge, muti-
lation volontaire, violation de
secret, consommation de stu-
péfiants)

Classe :

Semaine :

Solde h. :

MAINTIEN DE L'ORDRE

30 h. / 20 h. pratique

1. Les forces au MO : Définition,
principes, emploi
2. Les forces armées au MO :
Réquisition
3. La Gendarmerie au MO :
généralités, caractères particuliers
4. La Gendarmerie au MO :
les réquisitions
5. Le gendarme en MO : équipement,
attitude, mouvement individuel
6. Les opérations au MO : formation
de marche
7. Déplacement en véhicule
8. MO : les patrouilles et escortes
9. Les barrages
10. Les dégagements
11. Les principes d'action
12. Les opérations de garde
13. Les services d'ordre
14. L'emploi de la force au MO
15. Les sommations
16. Légitime défense individuelle au
MO
17. L'usage des armes
18. Les infractions courantes au MO
19. Les attroupements
20. Les délits d'attroupements
21. Définition des attroupements
22. Particularités des attroupements
23. Les arrestations au MO

Solde h. :

UNCIVPOLCH/RC

CLASSE : A_1

SEMAINE NO : 9

EGENA / CH CIVPOL/RC

[illegible]

CLASSE : A_2

SEMAINE NO : 9

EGENA / CH CIVPOL/RC

[illegible]

CLASSE : A_3

SEMAINE NO : 9

EGENA / CH CIVPOL/RC

[illegible]

CLASSE : A_4

SEMAINE NO : 9

EGENA / CH CIVPOLARC

[illegible]

CLASSE : 45

SEMAINE NO : 9

EGENA / CH CIVPOL/RC

[illegible]

CLASSE : B_1

SEMAINE NO : 9

EGENA / CH CIVPOL/RC

[illegible]

CLASSE : B_2 SEMAINE NO : 9

SEMAINE NO : 9

EGENA / CH CIVPOLRC

[illegible]

CLASSE : B_3

SEMAINE NO : 9

EGENA / CH CIVPOL/RC

[illegible]

CLASSE : B_5

SEMAINE NO : 9

EGENA / CH CIVPOL/RC

[illegible]

CLASSE : 34

SEMAINE NO : 9

EGENA / CH CIVPOLRC

[illegible]

Envoyer 25 copies à
E.GENA

Par Boudier

N° 49

UNITED NATIONS
ASSISTANCE MISSION FOR RWANDA



NATIONS UNIES
MISSION POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA

UNAMIR - MINUAR

OPERATION

Référence: Programme d'Avertissement de la Sécurité des Véhicules de la MINUAR

1. La sécurité des véhicules et la conscience ont été objet de beaucoup de mémos et instructions de la part du programme de sécurité des véhicules de la MINUAR. Malgré tout, les accidents de grande vitesse et autres résultats des véhicules endommages et des personnes blessées continuent à croître.

A part le coût de l'ONU qui résulte de ces accidents de véhicules, le coût des blessés est plus critique. Les personnes ne sont pas une course remplaçable.

2. Dans le cadre de l'éducation continue des chauffeurs de la MINUAR, le Coy PM de la MINUAR commence une opération efficace le 22/9/95. Cette opération consistera au programme de vérificateurs de route pour les véhicules de la MINUAR. Le personnel de la PM se concentrera sur les points suivants au hasard :

- a) S'assurer que les chauffeurs sont en possession d'une carte de l'ONU "ID" valable et d'un permis de conduire. Vérifier aussi si tous les passagers sont en possession d'une carte de l'ONU "ID" valable ou d'une autorisation convenable;
- b) Vérifier l'opération des phares, klaxon, essuies-glace et tourner les indicateurs;
- c) Vérifier si tous les passagers utilisent les systèmes de contrainte de l'équipement d'un véhicule (ex: ceinture de sécurité);
- d) S'assurer si le personnel utilise leur véhicule dans les limites et vitesse recommandés et;
- e) Vérifier si les chauffeurs ne sont pas affectés par l'alcool ou autres dzogues;

3. Les rapports de violation du trafic touchaient ceux qui étaient trouvés sans permis de conduire, dans l'accès de vitesse ou sans avoir respecté les contraintes de l'équipement du véhicule. Les chauffeurs trouve dans un état d'ivresse on leur suspendra le permis de conduire et confisquera le véhicule pendant 12 heures. En plus de cela, on fera un rapport de violation du trafic. Si quelqu'un d'autre différent du chauffeur est trouve au volant, la PM en opération puniront le chauffeur comme ci-haut mentionne.

4. La conduite de tout le personnel de la MINUAR reflète pour la mission une intégrité entière de tous les membres. C'est de nos meilleurs intérêts en tant que visiteurs au Rwanda de nous comporter avec plus grand convenance. Une seule bêtise peut effacer tous ce qu'on a fait de bon. Nous avons tous l'obligation de bien conduire pour ne pas gâcher le bien être de nos hôtes et nos collègues humains. La vie est trop courte pour l'exposer aux dangers de mort. Il nous incombe tous de bien conduire pour éviter le nombre d'accidents attribués à la MINUAR.

5. La coopération de tout le personnel de la MINUAR est nécessaire pour le succès de ce programme.

OBJET
memoir
M/S
2/10

Le Directeur des Etudes à l'EGENA

| |
|------------------|
| Received in 1335 |
| By: M |
| Rm n°: File |
| Date: OCT-2-1995 |

à
Nommer le à pol Commission
à Kigali.

Objet: Comportement de Sieurs Robert Clément
et Philip Thomaneck.

Monsieur,

J'ai l'honneur de venir par la présente, vous rendre compte du comportement inadmissible des Capitaines ROBERT Clément et Philip Thomaneck, tous de nationalité Suisse et Instructeurs à l'EGENA de Ruhengeri.

Le 28.09.95, de retour de Kigali où nous nous sommes rendus ensemble pour présenter nos condoléances suite au décès de notre collègue le Capitaine FASIALA SEKOU TOURE, les susnommés m'ont demandé le véhicule UNATIR 1113 pour effectuer des courses le matin du 29.09.95.

En réponse, je leur avais fait comprendre que j'avais des déplacements de service à effectuer très tôt le matin et que, par conséquent il était exclu de laisser ce véhicule passer la nuit avec eux. Je rappelle au passage qu'il s'agit bien du véhicule affecté au Directeur des études. Sur ce, ils ont demandé à prendre le véhicule Pick up UNATIR n° 824 qui sert de véhicule de liaison et qui se trouvait avec le Major Mvula (Instructeur à l'EGENA). Là aussi, j'ai pris le soin de leur expliquer que le Capitaine Abdallah Ousman devrait très tôt effectuer un voyage à Kigali avec ce véhicule pour accomplir les formalités de maintenance du MINIBUS 219 affecté pour le transport des Instructeurs de l'EGENA et qui se trouve à Kigali. Comme solution, j'ai proposé de leur ramener le véhicule 1113 à 9H afin qu'ils puissent effectuer leurs courses.

Le 29.09.95, très tôt le matin, j'ai envoyé le capitaine Abdallah pour prendre la Pick up 824 au domicile du Major Mvula en vue d'effectuer son voyage sur Kigali, et il lui a été signifié que ledit véhicule a passé la nuit avec les sieurs Robert-Clément et Philip Thomanek. Sur ce, les capitaines Abdallah et Ngueta qui étaient ensemble, se sont transportés au domicile de ces derniers pour récupérer ledit véhicule. Pour toute réponse, il leur a été notifié par les sieurs Robert et Philip que la Pick up 824 ne serait disponible qu'à dix heures trente minutes (10H30mn) et ce, malgré le caractère urgent du déplacement.

• Saisi de la situation, je me suis immédiatement transporté à leur domicile en compagnie des capitaines Abdallah et Ngueta pour trouver une solution. Les intéressés m'ont alors fait savoir qu'il n'était pas possible de remettre en possession du véhicule avant 10H30mn, malgré l'offre répétée de leur remettre le véhicule 1113 pour leurs courses qu'ils avaient à entreprendre. Sur ce, ils ont mis fin à la conversation pour se barricader dans leur maison, nous laissant perplexes à l'extérieur. Au regard du caractère urgent du voyage, j'ai été amené à laisser partir le véhicule 1113 à Kigali, pour effectuer la suite de mes déplacements de service à pied jusqu'aux environs de 11 heures.

• Par ailleurs, il m'a été souvent donné de constater que les intéressés manifestent régulièrement des complexes de supériorité par rapport à leurs autres collègues instructeurs. Autrement dit, comment comprendre des tels agissements, et en témoignent les multiples démarches qu'ils ont entreprises pour obtenir des véhicules à eux seuls et les multiples campagnes d'auto-toxication et de zigzag menées par les intéressés au sein du groupe des instructeurs.

- Au regard de ce qui précède, et pour mettre fin à un tel comportement je vous propose la mutation immédiate de ces deux instructeurs à savoir les capitaines Robert Clément et Philip Thomanek de l'EGEN de Ruhengeri.

Le Directeur des Etudes à l'EQUENA

T. Barandi
le MAJOR BARANDI GABRIEL.

③



UNAMIR - MINUAR
TRAINING-RUHENGERI

N° 47

FLS

A: CIVPOL Commissioner

Date : 02/10/95

De: Major BAKANDI Gabriel
Directeur des Etudes
à l'EGENA - Ruhengeri.

Info: CPTO ✓

Objet: Absentéisme de Mr. GASIZA Ruchinya Ngabo, Interprète affecté à la Direction des Etudes à l'EGNEA-Ruhengeri

J'ai l'honneur de venir par la présente porter à votre connaissance l'absence de notre Traducteur GASIZA Ruchinya Ngabo depuis le 27 Septembre 1995.

Nous avons déjà remarqué que depuis son arrivée à Ruhengeri, il se distinguait par son irrégularité, se préoccupant beaucoup plus de ses petites courses dans les quartiers environnants que des tâches pour lesquelles il a été recruté.

Compte tenu de ce qui précède, il nous semble inutile de garder un tel élément dont le comportement risquerait à la longue d'avoir un impact négatif sur le reste du personnel attaché à la Direction des Etudes.



UNAMIR - MINUAR
TRAINING - RUHENGRI

N° 46

A: CIVPOL Commissioner

Date : 02/10/95

De: Major BAKANDI Gabriel
Directeur des Etudes
à l'EGENA - Ruhengeri.

Info: CPTO ✓

Objet: Etat des Besoins en Matériel et Fournitures

*me révoir pour
faire la demande
pour le training
branch.*

Pour la bonne marche de la formation en cours à l'EGENA, la Direction des Etudes a un besoin urgent des matériels et fournitures repris dans le tableau ci-après:

| N° | DESIGNATION | QUANTITE | OBSERVATIONS |
|-----|--------------------------|------------|--------------|
| 1. | Groupe Electrogène | 1 | |
| 2. | Micro-ordinateur | 1 | |
| 3. | Bics bleus | 100 boîtes | |
| 4. | Bics rouges | 50 boîtes | |
| 5. | Cahiers de 100 pages | 1000 | |
| 6. | Cahiers de 200 pages | 1000 | |
| 7. | Blocs notes petit format | 75 | |
| 8. | Blocs notes grand format | 75 | |
| 9. | Règles | 550 | |
| 10. | Crayons ordinaires | 550 | |
| 11. | Craies blanches | 50 boîtes | |
| 12. | Craies couleurs | 25 boîtes | |
| 13. | Stylos feutres | 100 | |
| 14. | Papiers duplicateurs | 50 rames | |

| N° | DESIGNATION | QUANTITE | OBSERVATIONS |
|-----|----------------------------------------------|----------|--------------|
| 15. | Correcteurs blancs | 50 | |
| 16. | Enveloppes petit format | 500 | |
| 17. | Enveloppes grand format | 500 | |
| 18. | Encre pour la photocopieuse | 3 unités | |
| 19. | Encre pour l'imprimante (HP DESK JET 500) | 4 unités | |
| 20. | Perforateurs moyen format | 5 unités | |
| 21. | Agrafeuses géantes | 2 unités | |



UNAMIR - MINUAR
TRAINING - RUHENGARI

N° 45

A: CIVPOL Commissioner

Date : 02/10/95

De: Major BAKANDI Gabriel
Directeur des Etudes
à l'EGENA - Ruhengeri.

Info: CPTO

Objet: Rapport d'Activités du Mois de Septembre

J'ai l'honneur de vous rendre compte à toutes fins utiles du déroulement des activités mensuelles de la formation à l'Ecole de la Gendarmerie Nationale (EGENA-Ruhengeri) pour la période susmentionnée.

Ce rapport s'articule autour de cinq axes principaux, savoir:

1. Généralités
2. Point d'exécution des programmes
3. Difficultés rencontrées
4. Besoins
5. Conclusion

I. GENERALITES

Les activités de la période sous examen ont été généralement bonnes, mais de nombreuses difficultés se sont posées aussi: il s'agit entre autres de la perturbation due au décès inopiné du regretté Capitaine FADIALA Sékou Touré, qui était chargé du MAINTIEN DE L'ORDRE dans la série "B", la mutation du Lieutenant SANOGO qui était chargé de dispenser la MORALE et, enfin, l'absence totale des documents de base servant de référence aux Instructeurs.

Une modification a été apportée quant à la tenue de la réunion pédagogique. Prévue initialement tous les jeudis soirs, celle-ci aura désormais lieu chaque samedi matin à 9 heures. Cette modification a été suggérée par le CPTO, Major KONE.

II. POINT D'EXECUTION DES PROGRAMMES

| MATIERES | CHAPITRES EXECUTES | CHAPITRES RESTRANTS | VOLUME HORAIRE RESTANT |
|-------------------------|--------------------|---------------------|------------------------|
| MAINTIEN DE L'ORDRE | 13 | 10 | 10 Heures |
| POLICE JUDICIAIRE | 15 | 13 | 19 Heures |
| SERVICES EN BRIGADE | 19 | 6 | 4 Heures |
| RENSEIGNEMENTS GENERAUX | 12 | 5 | 10 Heures |
| CIRCULATION ROUTIERE | 17 | 9 | 4 Heures |
| POLICE SCIENTIFIQUE | 18 | NEANT (Révision) | - |
| POLICE SCIENTIFIQUE | 8 | 4 | 3 Heures |

III. DIFFICULTES RENCONTREES

Le micro-ordinateur de la Direction des Etudes est en panne depuis plus de trois semaines. Et il semble qu'il requiert le remplacement pur et simple du "disque dur". Or cette pièce fait défaut dans les stocks de l'EDP; ce qui laisse naturellement présager que la réparation n'est pas pour demain. Comme l'autre micro-ordinateur initialement affecté à la Direction des Etudes avait été mis à la disposition du Secrétariat du Commandant de l'EGENA pendant la période de transition entre la fin de la première promotion et le début de la deuxième promotion, il va sans dire que certains travaux de secrétariat ne peuvent être effectués à temps.

Je ne saurai passer sous silence l'impossibilité pour les Instructeurs d'origine tunisienne de donner cours suite au blocage mis par la Partie Rwandaise. Celle-ci invoque certaines formalités qui n'auraient pas été remplies par la MINUAR (CIVPOL). Il semble qu'il aurait fallu, préalablement à l'envoi de ces nouveaux instructeurs, en aviser les hautes autorités rwandaises (le Ministère de la Défense Nationale et/ou l'Etat Major de la Gendarmerie Nationale).

IV. BESOINS

La plupart de ces besoins ont été déjà exprimés précédemment mais la suite se fait toujours attendre. Il s'agit notamment:

1. de l'installation d'une ligne téléphonique et d'un fax; cela nous sortirait de l'isolement où nous sommes actuellement et qui handicape la rapidité d'exécution de certaines activités;
2. les syllabus tant attendus et réclamés par les élèves font toujours défaut. Leur importance n'est pas à démontrer dans la préparation et le déroulement des examens de fin de formation;

3. le matériel didactique nécessaire pour le MAINTIEN DE L'ORDRE manque toujours;
4. un groupe électrogène pour remédier aux coupures d'électricités si courantes à l'EGENA;
5. mise à notre disposition provisoire d'un nouvel ordinateur en attendant la réparation de l'ancienne.

CONCLUSION

D'une manière générale, nous pouvons donc dire que la formation suit son cours normalement à l'Ecole de la Gendarmerie Nationale de Ruhengeri. Les principales difficultés jusqu'ici sont liées à la disparition du Capitaine FADIALA Sékou Touré, au refus par la Partie Rwandaise des Instructeurs tunisiens, et enfin à certains matériels et fournitures faisant défaut.

N°44
LISTE NOMINATIVE DES INSTRUCTEURS CIVPOL
AFFECTES A L'EGENA DE RUHENGERI
N°44

| N° | NOM ET PRENOM | GRADE | NATIONALITE | DISCIPLINES |
|-----|--------------------|-------|--------------|------------------------------------|
| 1. | BAKANDI GABRIEL | CDT | TCHADIENNE | POLICE JUDICIAIRE |
| 2 | DIA ABDOU | CDT | MALIENNE | POLICE JUDICIAIRE |
| 3. | DODO KADRI | CDT | NIGERIENNE | POLICE ADMINISTRATIVE |
| 4. | R.B. MVULA | MAJOR | ZAMBIENNE | MAINTIEN DE L'ORDRE * |
| 5. | ZAKI MOHAMED-AHMED | MAJOR | NIGERIENNE | RENSEIGNEMENTS GENERAUX * |
| 6. | NGUETA DJIMTE | CNE | TCHADIENNE | POLICE DE LA CIRCULATION |
| 7. | ABDALLAH OSMAN | CNE | DJIBOUTIENNE | POLICE DE LA CIRCULATION |
| 8. | LUNGU AFRICA | CNE | ZAMBIENNE | POLICE JUDICIAIRE * |
| 9. | AHMADOU DIAOUGA | CNE | NIGERIENNE | MAINTIEN DE L'ORDRE |
| 10. | PHILIP TEHOMANEK | CNE | HELVETIQUE | P. CIRC. + P. ADM. * |
| 11. | ROBERT CLEMENT | CNE | HELVETIQUE | CIRCULATION ET SCE EN BRIGADE * |
| 2. | BAUMSTARK FRANK | CNE | ALLEMANDE | POLICE SCIENTIFIQUE * |
| 13. | CHRIST OWOLABI | CNE | NIGERIENNE | POLICE JUDICIAIRE * |
| 14. | ADAMS ADAMOU | CNE | NIGERIENNE | POLICE SCIENTIFIQUE * |
| 15. | USMANE SULE GOMNA | CNE | NIGERIENNE | POLICE CIRCULATION * |
| 16. | EDDIE EGBUKA | CNE | NIGERIENNE | LAW ENFORCEMENT * |
| 17. | MAHAMAT AHMAT DJY | LT | TCHADIENNE | RENSEIGNEMENTS GENERAUX |
| 18. | ABDULHAKIM MOHAMED | LT | DJIBOUTIENNE | POLICE SCIENTIFIQUE |

| N° | NOM ET PRENOM | GRADE | NATIONALITE | DISCIPLINES |
|-----|------------------|-------|-------------|-------------------------|
| 19. | OUMAROU MAMADOU | LT | NIGERIEENNE | SCE EN UNITE DE BRIGADE |
| 20. | IBRAHI MAHAMADOU | CNE | NIGERIEENNE | MAINTIEN D'ORDRE |
| 21. | LAJILI NASSER | CNE | TUNISIENNE | POLICE ADM. OU M.O |
| 22. | SAIDI MOUCEF | LT | TUNISIENNE | RENSEIGNEMENT GENERAUX |

* : Anglophone

23. SEKOU MARENA

CPI

MALIENNE

M. F. F. F.

Ruhengeri, le 02 octobre 1995

Le Directeur des Etudes
Le Major BAKANDI Gabriel

T. Bakandi

(Nº 43)

UNITED NATIONS
ASSISTANCE MISSION FOR RWANDA



NATIONS UNIES
MISSION POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA

UNAMIR - MINUAR
TRAINING-RUHENGARI

Received No. 13.16
By: [Signature]
Date: SEP. 28. 1995

*CP photo
Le m...
28/9*

RAPPORT HEBOMADAIRE DES
ACTIVITES

7^{ème} SEMAINE

EGENA - RUHENGARI

MAJOR BAKANDI GABRIEL.

| MATIERES | TEMPS EXECUTE | TEMPS RESTANT | INSTRUCTEURS | OBSERVATIONS |
|-------------------------|---------------|-----------------------------|-----------------------------------|-------------------------------------------------------|
| CIRCULATION ROUTIERE | 43 heures | 5 heures | Capt. Abdallah Capt. Ngueta D. | Progression normale |
| RENSEIGNEMENTS GENERAUX | 15 Heures | 15 Heures | Lt. Mahmat Ahmat | Léger retard dû à l'imperfection de l'emploi du temps |
| MORALE | 6 Heures | 6 Heures | Lt. Sanogo | Progression normale |
| TOTAL | 146 Heures | 59 Heures (pour la théorie) | | |

REMARQUES:

1. Il y a lieu de préciser que l'Instructeur ~~en~~ charge des cours de morale a été muté et n'a pu être remplacé. *Sanogo*
2. L'absence totale de document de référence pour les cours de morale n'a toujours pas été résolue.

DIFFICULTES RENCONTREES:

Au cours de la période susmentionnée, la Partie Rwandaise avait systématiquement empêché aux Instructeurs de dispenser les cours programmés dans les après midi.

Par ailleurs, l'unique ordinateur utilisé par la Direction des Etudes est tombé en panne et a été envoyé à Kigali pour réparation. Ce qui entrave considérablement certaines de nos activités.

IV. BESOINS

Il y a lieu de rappeler que de nombreux besoins antérieurement exprimés n'ont pas été satisfaits jusqu'ici; ce qui a pour conséquence d'entraver la progression de l'instruction. Il s'agit notamment de:

1. installation d'une ligne téléphonique et d'un fax à la Direction des Etudes. ✓
2. ~~syllabus~~ pour les élèves: il importe de relever que leur disponibilité conditionne le bon déroulement des examens de fin de stage.
3. le matériel de maintien de l'ordre. ✓
4. le groupe électrogène promis depuis longtemps pourrait remédier aux nombreuses coupures de courant. ✓

*CPTO
mieu pour
C*

*CPTO
when is
PC*

*CPTO
see me
C*

UNAMIR - MINUAR
TRAINING-RUHENGERI

A: CIVPOL Commissioner

De: Major BAKANDI Gabriel
Directeur des Etudes à
l'Ecole de la Gendarmerie Nationale
EGENA - Ruhengeri.

Date: 25 Septembre 1995.

Info: CPTO

Sujet: Rapport des Activités Hebdomadaires

J'ai l'honneur de vous rendre compte du déroulement des activités hebdomadaires à l'Ecole de la Gendarmerie Nationale (EGENA-Ruhengeri), pour la période du 18 au 23 Septembre 1995.

I. Généralités:

Durant la période ci-haut indiquée, les activités se sont déroulées d'une manière générale, dans de bonnes conditions. Aucun fait particulier susceptible d'attirer votre attention n'a été enregistré. Au cours de notre réunion pédagogique hebdomadaire qui s'est tenue le Jeudi 21 Septembre 1995 de 14 heures à 16 heures dans la salle habituelle de réunions, chaque instructeur a fait le point du niveau d'exécution de son programme.

II. POINT D'EXECUTION DU PROGRAMME

| MATIERES | TEMPS EXECUTE | TEMPS RESTANT | INSTRUCTEURS | OBSERVATION |
|-----------------------|---------------|---------------|----------------------------------|---------------------|
| MAINTIEN DE L'ORDRE | 21 Heures | 9 Heures | Cpt. Diaouga Capt. Fadiala | Progression normale |
| POLICE JUDICIAIRE | 19 Heures | 13 Heures | Major Bakandi Major Dia Abdou | Progression normale |
| POLICE SCIENTIFIQUE | 14 Heures | 2 Heures | Lt. Abdoulhakim | Progression normale |
| POLICE ADMINISTRATIVE | 10 Heures | 5 Heures | Major Dodo | Progression normale |
| SERVICE EN BRIGADE | 16 Heures | 4 Heures | Capt. Ibrahim Lt. Oumarou | Progression normale |

UNITED NATIONS
ASSISTANCE MISSION FOR RWANDA



NATIONS UNIES
MISSION POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA

UNAMIR - MINUAR
TRAINING - RUHENGARI

Received No. 1312
By: \$
Date: SEP. 28. 1995

To: CIVPOL Commissioner

Date : 28/9/95

From: Major Bakandi Gabriel
Directeur des Etudes
à l'EGENA - Ruhengeri.

Info: CPTO

Subject : P.V. de la réunion pédagogique du 21/09/1995.

J'ai l'honneur de vous transmettre en annexe de la présente copie du procès-verbal de la réunion pédagogique tenue à l'Ecole de la Gendarmerie Nationale de Ruhengeri ce Jeudi 21 Septembre 1995.

Procès-verbal de la réunion pédagogique des CIVPOL de l'EGENA
Date : jeudi 21 septembre 1995 / 14.30 h.

Présence : selon liste annexée

RESUME DE LA SEANCE

1. Point de la situation concernant le niveau atteint

A la demande du directeur des études concernant ce point, le soussigné répond qu'il n'est pas nécessaire de perdre du temps en disant ce que chacun avait fait durant la semaine, car un groupe d'évaluation a déjà effectué ce travail dans le courant de la semaine. L'état d'avancement des études est maintenant fixé pour chaque classe de l'EGENA en ce qui concerne bien entendu les matières enseignées par CIVPOL. Concernant l'avancement des études pour la partie rwandaise, une demande écrite a été adressée à la Direction de l'EGENA pour prendre position et donner réponse jusqu'au lundi 25 septembre 1995. Dès que ce document aura été remis, un rapport de situation sera adressé au Commissaire CIVPOL et la date de la fin d'école lui sera aussi communiquée.

2. Fiche de travail

Tous les instructeurs ont remis leur fiche de travail, à l'exception de Ph. Thomanek, malade. Il remettra ce document d'ici le samedi 23 et au service intéressé, directement.

Le directeur des études informe que la Training Branch ne veut pas seulement des fiches "techniques" (exemple est donné par le directeur des études, il s'agit des fiches de la classe B4), car les personnes étant occupées au Training Branch ont besoin de toute la documentation. G. Bakandi dit qu'il faut joindre le document complet avec la fiche "technique". Le soussigné demande la parole et demande s'il est vraiment judicieux de faire une copie du document de base remis à chaque instructeur par la Training Branche. C'est un non-sens pur et simple. G. Bakandi répond qu'il faut tout de même faire cela. ✓

3. Divers

A) REUNION PEDAGOGIQUE

G. Bakandi informe que désormais la réunion pédagogique doit être agendée pour le samedi matin à 09.00 h. A la demande de savoir d'où viennent ces directives, après un moment de tractation, car G. Bakandi ne voulait pas dire qui lui avait donné ces instructions, il a finalement déclaré que ces directives venaient du Maj. KONE personnellement.

Sur ce, différents instructeurs ont pris la parole pour faire savoir qu'ils n'étaient pas d'accord avec ce nouvel état de fait. En effet, G. Bakandi rappelle que le Maj. KONE avait lui-même donné son accord en date du 31 août 1995, à Ruhengeri, afin que cette réunion pédagogique se tienne le jeudi. Il avait déclaré que l'organisation de cette réunion était de la gestion interne à l'Ecole. Etant donné que les cours se terminent officiellement pour CIVPOL le jeudi à 12.00 h., les instructeurs ne comprennent pas pourquoi le Maj. KONE veut leur imposer de tenir cette réunion le samedi. Si cela devait être le cas dans le futur, à savoir dès la semaine no 9, les instructeurs vont demander des CTO, car ils seront dans ce cas là bloqués à Ruhengeri jusqu'au samedi 12.00 h. L'assemblée se demande quelle est le problème du Maj. KONE. Il serait souhaitable dans l'intérêt général que l'intéressé vienne rapidement une fois expliquer clairement et franchement sa position, car personne ne comprend ce changement d'attitude et de directives.

B) SYLLABUS

La question du syllabus se pose également. A. OSMAN se demande quand les élèves vont le recevoir. Il espère seulement qu'ils ne le recevront pas, comme lors de la dernière promotion, 2 jours avant les examens. Cette documentation doit impérativement être remise aux aspirants au moins 2 à 3 semaines avant le début des examens afin qu'ils puissent se préparer. Des solutions doivent être trouvées à Kigali, à la Training Branch qui est compétente pour cela et qui dispose de suffisamment de personnel qualifié.

C) DOCUMENTS REMIS AUX ELEVES

Il est rapporté de la part de certaines classes qu'ils n'ont pas le temps durant la semaine pour recopier les documents concernant le cours dispensé durant la semaine. Leur emploi du temps est très chargé et ils n'arrivent pas encore consacrer d'heures le soir pour recopier lesdits documents. Un long débat s'ensuit parmi les instructeurs et l'on en revient à la question relevée sous lettre C concernant la date de remise du syllabus aux élèves.

D) VEHICULES

Etant donné que le pick-up no 824 doit être amené à Kigali, pour le service, le Toyota Runner du Directeur des études restera stationné à Ruhengeri à disposition des instructeurs. Le Maj. KADRI a remis son rapport concernant le bris du phare arrière du pick-up. Ce document sera transmis à l'atelier de réparation afin qu'on puisse mettre une nouvelle pièce.

E) CONCLUSION

Le Directeur des Etudes rappelle que la prochaine réunion pédagogique se tiendra donc le samedi 30 septembre 1995, à 09.00 h. A 16.45 h. environ, la séance est close.

Le secrétaire de la séance : R. Clément

Réunion pédagogique du je 21-8-95

Liste des présences

1. Lt: SADI MONCEP.
2. Lt Oumou Yamadou
3. Cw Nguela Djimé
4. Colt Dodo Kaché
5. Supt R. B. Mwila
6. A/Supt A. J. Luingu
7. Capt. Robert Clément
8. Capt. F. Baumstark
9. CPT M. Ibrahim
10. CPT ABDALLAH OSMAN
11. Lt ABDOL-HAKIM MOHAMED
12. CPT Abdennaceur LAJILI
13. DSP EDOIE EGBUKA
14. Cne AMADOU DIAHOGA
15. Major DIA Abou.
16. Mtr BAKOUNI T. GARRIE
17. Lt MAHAMAT AHMAD DJY.

Excusés :- cap. Th. Thomak (malade) et

Courrier arrivé.

Septembre 1995

Le mois de Septembre 95 est

clôturé par le n° 41

Record

(Nº 41)

C550

UNITED NATIONS
ASSISTANCE MISSION FOR RWANDA



NATIONS UNIES
MISSION POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA

UNAMIR - MINUAR

✓

TO: All Heads of Divisions and CPMTS

Date: 29 September 1995

FROM: CIVPOL Commissioner

Ref: CIVPOL/INT/MEMO/121/95

SUBJECT: Nigeria National Day Celebration

1. You are requested to release all Nigerian CIVPOL Observers who are deployed in your sectors - sections to attend the celebration activities on 29/9/95.

2. Best regards.

~~OK~~
OK 29/9/95



UNAMIR - MINUAR
TRAINING - RUHENGARI

To: CIVPOL Commissioner

Date : 28/9/95

From: Major Bakandi Gabriel
Directeur des Etudes
à l'EGENA - Ruhengeri.

Info: CPTO

Subject : P.V. de la réunion pédagogique du 21/09/1995.

J'ai l'honneur de vous transmettre en annexe de la présente copie du procès-verbal de la réunion pédagogique tenue à l'Ecole de la Gendarmerie Nationale de Ruhengeri ce Jeudi 21 Septembre 1995.

Procès-verbal de la réunion pédagogique des CIVPOL de l'EGENA
Date : jeudi 21 septembre 1995 / 14.30 h.

Présence : selon liste annexée

RESUME DE LA SEANCE

1. Point de la situation concernant le niveau atteint

A la demande du directeur des études concernant ce point, le soussigné répond qu'il n'est pas nécessaire de perdre du temps en disant ce que chacun avait fait durant la semaine, car un groupe d'évaluation a déjà effectué ce travail dans le courant de la semaine. L'état d'avancement des études est maintenant fixé pour chaque classe de l'EGENA en ce qui concerne bien entendu les matières enseignées par CIVPOL. Concernant l'avancement des études pour la partie rwandaise, une demande écrite a été adressée à la Direction de l'EGENA pour prendre position et donner réponse jusqu'au lundi 25 septembre 1995. Dès que ce document aura été remis, un rapport de situation sera adressé au Commissaire CIVPOL et la date de la fin d'école lui sera aussi communiquée.

2. Fiche de travail

Tous les instructeurs ont remis leur fiche de travail, à l'exception de Ph. Thomanek, malade. Il remettra ce document d'ici le samedi 23 ct au service intéressé, directement.

Le directeur des études informe que la Training Branch ne veut pas seulement des fiches "techniques" (exemple est donné par le directeur des études, il s'agit des fiches de la classe B4), car les personnes étant occupée au Training Branch ont besoin de toute la documentation. G. Bakandi dit qu'il faut joindre le document complet avec la fiche "technique". Le soussigné demande la parole et demande s'il est vraiment judicieux de faire une copie du document de base remis à chaque instructeur par la Training Branche. C'est un non-sens pur et simple. G. Bakandi répond qu'il faut tout de même faire cela.

3. Divers

A) REUNION PEDAGOGIQUE

G. Bakandi informe que désormais la réunion pédagogique doit être agendée pour le samedi matin à 09.00 h. A la demande de savoir d'où viennent ces directives, après un moment de tractation, car G. Bakandi ne voulait pas dire qui lui avait donné ces instructions, il a finalement déclaré que ces directives venaient du Maj. KONE personnellement.

Sur ce, différents instructeurs ont pris la parole pour faire savoir qu'ils n'étaient pas d'accord avec ce nouvel état de fait. En effet, G. Bakandi rappelle que le Maj. KONE avait lui-même donné son accord en date du 31 août 1995, à Ruhengeri, afin que cette réunion pédagogique se tienne le jeudi. Il avait déclaré que l'organisation de cette réunion était de la gestion interne à l'Ecole. Etant donné que les cours se terminent officiellement pour CIVPOL le jeudi à 12.00 h., les instructeurs ne comprennent pas pourquoi le Maj. KONE veut leur imposer de tenir cette réunion le samedi. Si cela devait être le cas dans le futur, à savoir dès la semaine no 9, les instructeurs vont demander des CTO, car ils seront dans ce cas là bloqués à Ruhengeri jusqu'au samedi 12.00 h. L'assemblée se demande quelle est le problème du Maj. KONE. Il serait souhaitable dans l'intérêt général que l'intéressé vienne rapidement une fois expliquer clairement et franchement sa position, car personne ne comprend ce changement d'attitude et de directives.

B) SYLLABUS

La question du syllabus se pose également. A. OSMAN se demande quand les élèves vont le recevoir. Il espère seulement qu'ils ne le recevront pas, comme lors de la dernière promotion, 2 jours avant les examens. Cette documentation doit impérativement être remise aux aspirants au moins 2 à 3 semaines avant le début des examens afin qu'ils puissent se préparer. Des solutions doivent être trouvées à Kigali, à la Training Branch qui est compétente pour cela et qui dispose de suffisamment de personnel qualifié.

C) DOCUMENTS REMIS AUX ELEVES

Il est rapporté de la part de certaines classes qu'ils n'ont pas le temps durant la semaine pour recopier les documents concernant le cours dispensé durant la semaine. Leur emploi du temps est très chargé et ils n'arrivent pas encore consacrer d'heures le soir pour recopier lesdits documents. Un long débat s'ensuit parmi les instructeurs et l'on en revient à la question relevée sous lettre C concernant la date de remise du syllabus aux élèves.

D) VEHICULES

Etant donné que le pick-up no 824 doit être amené à Kigali, pour le service, le Toyota Runner du Directeur des études restera stationné à Ruhengeri à disposition des instructeurs. Le Maj. KADRI a remis son rapport concernant le bris du phare arrière du pick-up. Ce document sera transmis à l'atelier de réparation afin qu'on puisse mettre une nouvelle pièce.

E) CONCLUSION

Le Directeur des Etudes rappelle que la prochaine réunion pédagogique se tiendra donc le samedi 30 septembre 1995, à 09.00 h. A 16.45 h. environ, la séance est close.

Le secrétaire de la séance : R. Clément

Réunion pédagogique du je 21-9-95

Liste des présences

1. Lt: SMD1 MONCEP.
- 2 Lt Oumou Yamadou
- 3 Cw Nguela Djimé
4. Colt Jo Jo Kachi
5. Supt. R. B. Mwula
6. A/Supt A. J. Lungu
7. CAPT. Robert Clément
8. CAPT. F. Baumstark
- 9 CPT M. Ibrahim
- 10 CPT ABDALLAH OSMAN
- 11 LT ABDOL-HAKIM MOHAMED
- 12 CPT Abdennaceur LAJILI
- 13 DSP EDOIE EGBUKA
- 14 Cne AMADOU DIAHOGA
- 15 Major DIA Aholou.
16. MAJ BAKOUNI T. GABRIEL
17. LT MAHAMAT AHMAT DJY.

Excuses :- cap Ph. Thomak (malade) et.



UNAMIR - MINUAR
TRAINING - RUHENGARI

A: CPTO
De: Major BAKANDI Gabriel
Directeur des Etudes
EGENA - Ruhengeri.
Date: 27 Septembre 1995.
Info: CIVPOL Commissioner

Sujet : Remise des Fiches d'instruction

Suite à votre note réf. KN/MV/002/95 du 21 Septembre 1995, j'ai l'honneur de vous informer qu'à ce jour 7 instructeurs ont déjà remis leurs fiches d'instruction.

Pour ce qui est de KAYIJUKA de la Partie Rwandaise, il ne s'est pas présenté à l'Ecole au cours de cette semaine pour pouvoir remettre les fiches demandées.

Quant au Capitaine IBRAHIM, il dit avoir exposé son cas au Commandant OMAR Mohamoud lors de sa visite en date du 24 Septembre 1995 à l'EGENA.

Les fiches d'instruction disponibles sont expédiées par le même courrier.

N° 39

T. BAKANDI
L'ENVOI DES FICHES
NE PEUT PAS
SE FAIRE



UNAMIR - MINUAR
TRAINING-RUHENGRI

A: CIVPOL Commissioner

Date: 25 Septembre 1995.

De: Major BAKANDI Gabriel
Directeur des Etudes à
l'Ecole de la Gendarmerie Nationale
EGENA - Ruhengeri.

Info: CPTO ✓

Sujet: Compte rendu de l'interrogation écrite

J'ai l'honneur de vous rendre compte du déroulement de l'interrogation écrite de
MAINTIEN DE L'ORDRE organisée Samedi le 23 Septembre 1995 à l'intention des Elèves
de l'EGENA.

Il y a tout d'abord lieu de signaler que pour des raisons inconnues de la Direction des
Etudes, ladite interrogation n'a pas pu être composée Samedi le 23 Septembre comme nous
l'avions initialement programmée. Elle a finalement eu lieu Dimanche le 24 Septembre 1995
de 8 heures à 10 heures (soit exactement une durée de deux heures) suivant le tableau ci-
après:

| CLASSES | EFFECTIFS THEORIQUES | PARTICIPANTS | ABSENTS | PERMISSIONNAIRES | MALADES |
|---------|-------------------------|--------------|---------|------------------|---------|
| A1 | 48 | 47 | - | - | 1 |
| A2 | 48 | 47 | - | 1 | - |
| A3 | 48 | 42 | 2 | - | 4 |
| A4 | 48 | 47 | - | - | 1 |
| A5 | 51 | 49 | 2 | - | - |
| B1 | 49 | 44 | - | - | 5 |
| B2 | 49 | 47 | 2 | - | - |
| B3 | 49 | 47 | 2 | - | - |
| B4 | 54 | 51 | - | 3 | - |
| B5 | 71 | 70 | 1 | - | - |
| TOTAL | 515 | 491 | 9 | 4 | 11 |

REMARQUE:

Au cours de cette interrogation, nous avons remarqué la présence de deux nouveaux élèves en Classe Rwandophone et un autre élève en A2.

CONCLUSION:

En conclusion, nous pouvons dire que l'interrogation s'est déroulée normalement dans l'ensemble des classes ce Dimanche 24 Septembre 1995 malgré le report de celle-ci du Samedi 23 au Dimanche 24 Septembre 1995. Toutefois, il convient de préciser que trois nouveaux élèves ont été décelés en A2 et en B5.

De ce qui précède, je vous rends compte à toutes fins utiles.

Nº 37 est annulée.





UNAMIR - MINUAR

TRAINING - RUHENGURI

N° 36

A: Assistant et Attaché Spécial
du Directeur des Etudes
à l'EGENA - Ruhengeri.

De: Major BAKANDI Gabriel
Directeur des Etudes
EGENA - Ruhengeri.

Date: 27 Septembre 1995.

Info: CIVPOL Commissioner
CPTO

Sujet : Fixation des Attributions de l'Assistant et de l'Attaché Spécial au Directeur des Etudes

1. Attributions de l'Assistant du Directeur (Robert Clément):

Il est chargé notamment de:

- la rédaction des rapports hebdomadaires et mensuels d'activités
- prêter son concours au Directeur des Etudes chaque fois que de besoin

2. Attributions de l'Attaché Spécial du Directeur des Etudes:

Il est chargé entre autres choses:

- des services généraux,
- d'établir les bordereaux d'envoi pour tout courrier expédié
- du suivi des véhicules de la MINUAR mis à la disposition de l'EGENA.

La présente note de service prend effet le jour de sa signature et sera communiquée à tous les intéressés.

UNITED NATIONS
ASSISTANCE MISSION FOR RWANDA



NATIONS UNIES
MISSION POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA

UNAMIR - MINUAR
TRAINING-RUHNGERI

RAPPORT HEBOMADAIRE DES
ACTIVITES

7^{ème} SEMAINE

EGENA - RUHNGERI

MAJOR BAKANDI GABRIEL.

UNAMIR - MINUAR
TRAINING-RUHENGERI

A: CIVPOL Commissioner

De: Major BAKANDI Gabriel
Directeur des Etudes à
l'Ecole de la Gendarmerie Nationale
EGENA - Ruhengeri.

Date: 25 Septembre 1995.

Info: CPTO ✓

Sujet: Rapport des Activités Hebdomadaires

J'ai l'honneur de vous rendre compte du déroulement des activités hebdomadaires à l'Ecole de la Gendarmerie Nationale (EGENA-Ruhengeri), pour la période du 18 au 23 Septembre 1995.

I. Généralités:

Durant la période ci-haut indiquée, les activités se sont déroulées d'une manière générale, dans de bonnes conditions. Aucun fait particulier susceptible d'attirer votre attention n'a été enregistré. Au cours de notre réunion pédagogique hebdomadaire qui s'est tenue le Jeudi 21 Septembre 1995 de 14 heures à 16 heures dans la salle habituelle de réunions, chaque instructeur a fait le point du niveau d'exécution de son programme.

II. POINT D'EXECUTION DU PROGRAMME

| MATIERES | TEMPS EXECUTE | TEMPS RESTANT | INSTRUCTEURS | OBSERVATIONS |
|-----------------------|---------------|---------------|----------------------------------|---------------------|
| MAINTIEN DE L'ORDRE | 21 Heures | 9 Heures | Cpt. Diaouga Capt. Fadiala | Progression normale |
| POLICE JUDICIAIRE | 19 Heures | 13 Heures | Major Bakandi Major Dia Abdou | Progression normale |
| POLICE SCIENTIFIQUE | 14 Heures | 2 Heures | Lt. Abdoulhakim | Progression normale |
| POLICE ADMINISTRATIVE | 10 Heures | 5 Heures | Major Dodo | Progression normale |
| SERVICE EN BRIGADE | 16 Heures | 4 Heures | Capt. Ibrahim Lt. Oumarou | Progression normale |

| MATIERES | TEMPS EXECUTE | TEMPS RESTANT | INSTRUCTEURS | OBSERVATIONS |
|-------------------------|---------------|-----------------------------|-----------------------------------|--------------------------------------------------------|
| CIRCULATION ROUTIERE | 43 heures | 5 heures | Capt. Abdallah Capt. Ngueta D. | Progression normale |
| RENSEIGNEMENTS GENERAUX | 15 Heures | 15 Heures | Lt. Mahmat Ahmat | Léger retard dû à l'imperfection de l'emploi du temps. |
| MORALE | 6 Heures | 6 Heures | Lt. Sanogo | Progression normale |
| TOTAL | 146 Heures | 59 Heures (pour la théorie) | | |

REMARQUES:

1. Il y a lieu de préciser que l'Instructeur en charge des cours de morale a été muté et n'a pu être remplacé.
2. L'absence totale de document de référence pour les cours de morale n'a toujours pas été résolue.

DIFFICULTES RENCONTREES:

Au cours de la période susmentionnée, la Partie Rwandaise avait systématiquement empêché aux Instructeurs de dispenser les cours programmés dans les après midi.

Par ailleurs, l'unique ordinateur utilisé par la Direction des Etudes est tombé en panne et a été envoyé à Kigali pour réparation. Ce qui entrave considérablement certaines de nos activités.

IV. BESOINS

Il y a lieu de rappeler que de nombreux besoins antérieurement exprimés n'ont pas été satisfaits jusqu'ici; ce qui a pour conséquence d'entraver la progression de l'instruction. Il s'agit notamment de:

1. installation d'une ligne téléphonique et d'un fax à la Direction des Etudes.
2. syllabus pour les élèves: il importe de relever que leur disponibilité conditionne le bon déroulement des examens de fin de stage.
3. le matériel de maintien de l'ordre.
4. le groupe électrogène promis depuis longtemps pourrait remédier aux nombreuses coupures de courant.

Nº 34

UNITED NATIONS
ASSISTANCE MISSION FOR RWANDA



NATIONS UNIES
MISSION POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA

UNAMIR - MINUAR

TO: Directeur des Etudes
AU de l'EGENA

Date: Le 26 Septembre 1995

FROM: Commissioner de CIVPOL
DE

Réf: CIVPOL/INT/MEMO/108/95

OBJECT: Libération des Trois Bâtiments Mis à la Disposition de
OBJET CIVPOL par la Partie Rwandaise

1. Vous vous souviendrez que lors d'un de nos entretiens périodiques concernant l'EGENA, nous avons eu à évoquer la situation de logement des instructeurs de CIVPOL affectés à RUHENGRI. A cet occasion, compte tenu du nombre d'instructeurs affectés au niveau de cette école et de la réglementation des Nations Unies en matière de logement des observateurs, nous sommes convenus que la solution la plus sage était de placer tous les instructeurs dans les mêmes conditions de logement en leur demandant à chacun de se procurer le type de logement qui lui convient et à sa charge. Vous aviez alors été chargé de notifier de ma part à tous les instructeurs de CIVPOL affectés à RUHENGRI de se trouver dans les quinze jours un logement et de libérer les logements initialement affectés aux instructeurs depuis la période où ils étaient en petit nombre et les possibilités de logement difficiles à RUHENGRI.

2. La présente mesure se justifie de nos jours d'autant que RUHENGRI est en ce moment un secteur autonome des observateurs militaires qui travaillent et logent dans les mêmes conditions que ceux de la Police Civile de l'Equipe de "Monitoring" de CIVPOL. Rien ne peut dès lors justifier la continuation d'une mesure provisoire prise dans un contexte qui, à ce jour, est dépassée et pose en même temps un problème d'équité.

3. Eu égard à ce qui précède, je vous invite à informer tous les instructeurs logeant encore dans les trois bâtiments mis à la disposition de CIVPOL par la partie Rwandaise pour les instructeurs, de libérer ces logements au plus tard le 5 Octobre 1995. A défaut, ils seront considérés comme bénéficiant d'un logement par le biais de la MINUAR et seront frappés par la réglementation en vigueur.

4. Je vous prie d'assurer la plus large diffusion de la présente lettre auprès des intéressés pour éviter tout quiproquo. Accusez réception.

* Copie Directeur de l'EGENA.



TO: Major Kone Mamadou
CPTO

Date: 27 September 1995

FROM: CIVPOL Commissioner

Ref: CIVPOL/INT/MEMO/114/95

SUBJECT: Maintenance of UNAMIR 723

1. It has been observed with dismay that UNAMIR 723 on charge to you in your official capacity as Chief Police Training Officer has exceeded its maintenance kilometres by three thousand three hundred and eight kilometres (3308 kms).


2. You are therefore directed to submit a report on the subject matter by Thursday 28th September 1995 for onward transmission to the workshop before maintenance can be carried out on the vehicle.

ila fait lui min

TRADUCTION

1. On a observé avec consternation que MINUAR 723 à votre disposition dans votre capacité officielle comme C.P.T.O a dépassé son entretien kilometrique par tois mile trois cents huit kilometres (3308 kms).
2. Vous êtes donc soumis à présenter un rapport sur l'affaire jeudi le 28 septembre 1995 à l'atelier avant l'entretien du véhicule.

N° 32

Au: Cne Mamadou CAMARA Date: 27 Septembre 1995
Du: Commissioner de CIVPOL Réf: CIVPOL/INT/MEMO/110/95
Info: 
Objet: Remise des Fiches Pédagogiques à la Division Instruction

1. Par correspondance en date du 29 Août 1995, je vous ai demandé de remettre au chef de la division instruction les fiches N° 5-6-7 et 8 en Maintien de l'Ordre que vous aviez la charge d'enseigner en votre qualité d'instructeur à l'EGENA à cette période. A ce jour, vous n'avez toujours pas réagi à cette instruction en déposant les fiches comme prescrit. Vous êtes censé ne pas ignorer l'importance de ces fiches en votre qualité d'instructeur.
2. Aussi, je vous invite à déposer les dites fiches au plus tard le 5 Octobre 1995, faute de quoi votre attitude sera considérée comme un refus dont je tirerai toutes les conséquences.

N° 31

Date: 27 Septembre 1995
Réf: CIVPOL/INT/MEMO/109/95

M. le Directeur de l'EGENA

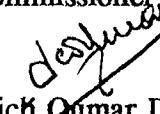
Objet: Libération des Trois Bâtiments Occupés par les Instructeurs de CIVPOL et Demande de Mise à Disposition d'un des Bâtiments pour Servir de Bureau aux Instructeurs.

Comme vous le savez, les instructeurs de la MINUAR affectés à Ruhengeri dans le cadre de l'Egena sont logés les uns dans les bâtiments que vous avez bien voulu mettre à notre disposition, les autres en ville à leur propre charge. En raison du nombre d'instructeurs qui dépasse les possibilités d'accueil de l'école et du fait que d'autres observateurs militaires et de Police ayant le même statut ont été amenés à trouver des logements à leur charge, j'ai décidé que tous les observateurs de CIVPOL logés actuellement dans les trois bâtiments devront les libérer au plus tard le 5 Octobre 1995.

Je voudrais cependant porter à votre connaissance que CIVPOL aura besoin d'un de ces bâtiments pour servir de bureau pour les instructeurs comme initialement prévu. C'est ce qui a d'ailleurs justifié l'intervention de la MINUAR pour la remise en état de ces bâtiments.

Je vous serais donc reconnaissant de bien vouloir, à compter du 5 Octobre 1995, mettre un de ces bâtiments à ma disposition en vue d'être aménagé et servir de bureau aux instructeurs dans le but d'améliorer leur condition de travail afin de mieux soutenir les activités de la formation.

CIVPOL Commissioner


Colonel cheikh Oumar Diarra

Monsieur le Major RUHETAMACUMU Egène
Directeur de l'Ecole de la Gendarmerie
Nationale

CC: Directeur des Etudes.

VA GEFUP
~~VA GEFUP~~
me volu C

RAPPORT HEBDOMADAIRE

● 6^{EME} SEMAINE

EGENA - RUHENGARI

● Le Major BAKANDI T. GABRIEL

Le Directeur des Etudes à l'EGENA , Ruhengeri.

à

Monsieur le Commissionnaire du CIVPOL, Kigali.

Objet: Rapport d'activités hebdomadaires.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous rendre compte à telles fins que vous jugerez utiles du déroulement des activités hebdomadaires à l'Ecole de la Gendarmerie Nationale de Ruhengeri pour la période allant du 11 au 16 Septembre 1995 dont cinq parties constituent la charpente.

I. Généralités

En effet, durant la période considérée, il y a lieu de préciser que les cours ont été dispensés normalement à l'Ecole de la Gendarmerie Nationale malgré l'absence non justifiée de l'Instructeur de Police Scientifique de la classe anglophone (LAB4) en la personne de BAUMSTARK Frank qui se trouverait présentement à Nairobi(Kenya) sans que la Direction des Etudes ne soit informée.

-Il est à noter aussi la tenue de la réunion pédagogique hebdomadaire des Instructeurs en vue de faire le point d'exécution des programmes dont le tableau se présente comme suit:

II. Point d'exécution des programmes.

| MATIERES | CHAPITRES EXECUTES | CHAPITRES RESTANTS | INSTRUCTEURS | OBSERVATION |
|-------------------------|---------------------------------------------------|-------------------------------------------------|-------------------------------------|-----------------------------------------------|
| Maintien de l'ordre | 6 chap. exécutés | 6 chap. restants | Cnes Diaouga et FADIALA S.TOULE | Progression normale. |
| Renseignements Généraux | 5 chap. exécutés en A 4 chap. exécutés en B. | 4 chap.res-tants en A 5 chap.res-tants en B. | LT MAHAMAT AHMAT DJY | Retard constaté:8 hrs. |
| Police de circulation | 13 chap. exécutés en A 14 chap. exécutés en B. | 7 chap.res-tants en A 6 chap.res-tants en B | Cnes ABDALLAH OSMAN ET Nguétadjuité | Léger retard en A et progression normale en B |
| Police Scientifique | 5 chap.exé-cutés en A et B. | 7 Chap.res-tants (en A et B) | LT ABDUL HAKIM | Retard constaté 12 heures. |
| Police judiciaire | 12 chap. exécutés(en A et B) | 7 Chap. restants (en A et B) | Majors BAKANDI GABRIEL et DIA ABDOU | Retard constaté 2 heures. |
| Service en Brigade | 7 Chap. exécutés | 5 chap. restants | Cne Ibrahim (A) Lt OUMAROU (B) | Progression normale |
| Morale | 5 chap. exécutés | 4 chap. restants (en A et B) | LT SANOGO MOUNKAILA | Progression normale. |

Remarques: -Conformément au point d'exécution des programmes fait suivant le tableau ci-dessous, en vue de mieux parachever leur programme, il apparaît nécessaire que les temps soient prolongés des deux (2) jours pour l'Instructeur de Renseignements généraux et trois (3) jours pour celui de la Police Scientifique.

9
 Diaouga
 OSMAN
 me veut
 deux jours
 me veut
 deux heures

Le Major BAKANDI T. Gabriel.



Received n°... 1288
By:.....
Date: SEP 24 1995

A: Le Commissionnaire du CIVPOL

DE: C P T O.

Réf: KM/MV/003/95.

DATE: Le 23 Septembre 1995.

Suite à votre lettre en date du 29 Août 1995 invitant certains instructeurs de l'Ecole de la Gendarmerie de Ruhengeri à déposer les fiches pédagogiques à mon niveau, la situation à la date du 23 septembre 1995 se résume comme suit:

1. Maintien de l'ordre: les fiches 5,6,7 et 8 ne sont pas déposées.
2. P.G.E.S: Les fiches n° 2 et 3 sont déposées.
3. Service en Brigade : Les fiches n°1,2,3,4 et 5 sont déposées.

En conclusion, seules les fiches relatives aux cours cités ci-dessus en Maintien de l'Ordre ne sont pas déposées. Ces cours étaient dispensés par le Cne Mamadou CAMARA.

16/09/95
N° 28

UNITED NATIONS
ASSISTANCE MISSION FOR RWANDA



UNAMIR - MINUAR
CIVPOL HQ

NATIONS UNIES
MISSION POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA

To: All CIVPOL Divisions and CPMTs
From: CIVPOL Commissioner *[Signature]*
Subject: Resumption of Duty

Date: 26 September 1995
Ref.: CIVPOL/INT/Memo/106/95

1. I forward attached a copy of resumption of duty certificate (Leave/CTO).
2. All Heads of divisions and CPMTs are requested to send copy a copy certification to the CPPO for every observer who resume on duty.
3. Best regards.

RESUMPTION OF DUTY CERTIFICATE (LEAVE/CTO)

NAME:

RANK:

STATION/ID-Nº:

DATE COMMENCED CTO:

DATE COMMENCED LEAVE:

SIGNATURE OF OFFICER:

RESUMED ON DUTY:_____

CERTIFIED BY:_____

(CPMT/HEAD OF SECTION)

TRADUCTION

Object: REPRISE DE SERVICE

1. Veuillez trouver ci-annexé une copie d'Attestation de reprise de service ou de prise de congé de récupération(Leave/CTO.)
2. Tous les Chefs de divisions et Chefs de Secteurs(CPMTs) sont priés d'envoyer une copie d'Attestation de prise de congé aux bureaux du CPPO pour tout observateur prenant ou reprenant son congé.
3. Salutations.

*Inform
tous le personnel
des travaux & BI*

Nº 87

UNITED NATIONS

ASSISTANCE MISSION FOR RWANDA



NATIONS UNIES

MISSION POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA

UNAMIR - MINUAR

TO: All CIVPOL Divisions and CPMTS
A:

Date: 25 September 1995

Ref: CIVPOL/INT/MEMO/104/95

FROM: CIVPOL Commissioner
DE:

Subject: Leave/CTO Application Form
Objet:

1. All application for Leave/CTO for the month of September 1995 are no more acceptable from today 25/9/95.
2. For any application for the above mentioned subject has to reach to CPPO not later than the 20th day of the month previous to the month. Please see Note (A) in the LEAVE/CTO APPLICATION FORM for your information.
3. Any application form reached after the 20th day of the month previous will not be considered.
4. Best regards.



UNITED NATIONS

ASSISTANCE MISSION FOR RWANDA



NATIONS UNIES

MISSION POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA

UNAMIR - MINUAR

TO: All Divisions

A:

Date: 22 September 1995

Ref: CIVPOL/INT/MEMO/99/95

FROM: CIVPOL Commissioner

DE:

Subject: Re-Allocation of Drivers

Objet:

1. The following drivers have been re-allocated to operate the mini-buses as indicated below:

| ID N° | NAME | UN PLATE N° | TYPE | LOCATION |
|-------|----------------|-------------|--------------------|----------|
| L.339 | Faruku S. | 206 | Mitsubishi-Minibus | EGENA |
| L.340 | Peter Musuhuke | 233 | " " | GISHARI |
| L.170 | John Muvunyi | 235 | " " | HQ |

2. All officers are reminded that for the sake of good maintenance of the vehicles, they should desist from interfering with the drivers who are specifically employed to do the job of driving.

3. Best regards.

18
UNITED NATIONS

ASSISTANCE MISSION FOR RWANDA



NATIONS UNIES

MISSION POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA

UNAMIR - MINUAR

Date: Kigali, 19 September 1994

Ref: CIVPOL/LETTER/35/95

Dear Capt. Dennis,

SUBJECT: UNAMIR Instructors for Communal Police

..... Following your letter referred to the above subject, please find herewith a list of CIVPOL instructors assigned to the training of the Communal Police at Gishari.

In the appended list you will find the first and last name, the rank, the country of origin and the topic each instructor will be teaching. The length of stay will depend on UNAMIR's mandate, which is due to end on 8 December unless it is renewed.

The list established is based on a total of 750 trainees, in 15 classes including at least two english-speaking classes.

Sincerely,

Colonel Cheick Oumar
CIVPOL Commissioner

CAPT. Dennis Karera
Chief of Police Communale
Kigali

FRENCH-SPEAKING INSTRUCTORS AT GISHARI

| <i>First and last name</i> | <i>Rank</i> | <i>Nationality</i> | <i>Topic</i> |
|----------------------------|-------------|--------------------|-----------------------|
| 1. Kita Diallo | MAJOR | Mali | Intelligence |
| 2. Sékou Maréna | " | " | " |
| 3. Abadi Fadoul | " | Tchad | " |
| 4. Mamadou Camara | CAPT | Mali | Law and order |
| 5. Jerbi Mounir | LT | Tunisie | " " " |
| 6. Ben Helal Nejib | LT | " | " " " |
| 7. Ridha Rezgui | LT | " | " " " |
| 8. Soussia Faouzi | LT | " | " " " |
| 9. Tarek Idani | LT | Tunisie | Traffic |
| 10. Tiemoko Couli baly | MAJOR | Mali | " |
| 11. Issa Oumarou | LT | Niger | Public Security |
| 12. Abass Alio S. | LT | " | " " |
| 13. Blagué Jérémie | CPT | Tchad | " " |
| 14. Amadou S. Touré | CPT | Mali | " " |
| 15. Kaleb Mohamed | MAJOR | Djibouti | " " |
| 16. Ali Badara Samaké | CPT | Mali | General Police Duties |
| 17. Hached Sioud | LT | Tunisie | " " " |
| 18. Moukaila Sanugo | LT | Niger | Assistant |

ENGLISH-SPEAKING INSTRUCTORS AT GISHARI

| <i>First and last name</i> | <i>Rank</i> | <i>Nationality</i> | <i>Topic</i> |
|----------------------------------|-------------|--------------------|--------------|
| 19. Zaki M. Ahmed | SUPT | Nigeria | |
| 20. Gomna Usman Sulé | DSP | Nigeria | |
| 21. Adamu Adams | DSP | Nigeria | |
| 22. Egbuka Edward Chaka | DSP | Nigeria | |
| 23. Owolabi Adeto Kunbo Chris | DSP | Nigeria | |

17



UNAMIR - MINUAR

TO : Instructeurs CIVPOL à L'EGENA

FROM : Major BAKANDI Gabriel
Directeur des Etudes
EGENA - Ruhengeri.

DATE : 18 Septembre 1995.

INFO: CIVPOL Commissioner

SUBJECT : Titre de permission pour les Instructeurs.

1. Il m'a été donné constamment de constater que certains Instructeurs CIVPOL en service à l'Ecole de la Gendarmerie Nationale (EGENA-Ruhengeri), se rendaient à n'importe quel endroit sans informer préalablement la Direction des Etudes du motif de leur déplacement.
2. Pour mettre fin à cet état de choses, des instructions fermes ont été données par le CIVPOL Commissioner afin que tout mouvement du personnel CIVPOL enseignant fasse l'objet d'une demande d'autorisation préalable.
3. A cette fin, des titres de permission sont mis à la disposition des Instructeurs désirant effectuer le déplacement par la Direction des Etudes, lesquels titres doivent être dûment remplis et soumis à la Direction des Etudes pour approbation, et cela au plus tard dans les 24 heures précédant le déplacement envisagé.
4. Il est demandé à tous les Instructeurs de se conformer strictement à ces instructions.

Directeur des Etudes à l'EGENA,


Major BAKANDI Gabriel.

Ampliations:

- CIVPOL Commissioner
- CPTO
- Instructeurs CIVPOL à l'EGENA (tous)
- Archives et chrono.

16

UNITED NATIONS

ASSISTANCE MISSION FOR RWANDA



NATIONS UNIES

MISSION POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA

UNAMIR - MINUAR

INTERNAL MEMORANDUM
MEMORANDUM INTERIEUR

OFFICE OF THE SRSG

Date: 15 September 1995

TO: All Staff of the OSRSG
All Chiefs of Sections/Units

FROM: Shaharyar M. Khan
Special Representative of the
Secretary-General

SUBJECT: OFFICE OF THE SPECIAL ASSISTANT TO THE SRSG

Ms. Isel Rivero, Special Assistant to the SRSG, has proceeded on home leave with effect from Thursday, 14 September 1995. During the period of her absence, Mr. A. B. Sidique Dao will be acting as my Special Assistant.

Please give him your usual cooperation.

See me
C

15

Received 12.12.1.....
By:.....
Date: SEP 5 1995

Kigali, le 01 SEP. 1995

NO 16 28/05.09.02/1

Ministry of Internal Affairs
and Communal Development
P.O. Box 446
KIGALI.

Sisay:
Stay and B.U. this
minute until the C.P.
resumes duties.
J/c/9c.
-6/9/95.

COL. DIARRA,
COMMISSIONER CIV/POL

RE: UNAMIR INSTRUCTORS FOR COMMUNAL POLICE

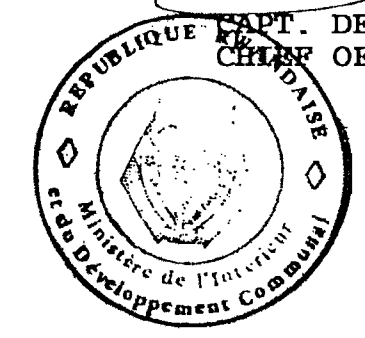
In relation to the above subject, I am requesting you to furnish me with details of the Instructors that will take part in teaching the Police Communale. Their names, ranks, Countries of origin and the duration of time each will be in Rwanda if it's known.

Please let me have this information before the course opens.

Sincerely,

[Signature]

CAPT. DENNIS KARERA.
CHIEF OF POLICE COMMUNALE



Vu le 12/08/95
[Signature]

N° 14

[Signature]

UNITED NATIONS

ASSISTANCE MISSION FOR RWANDA

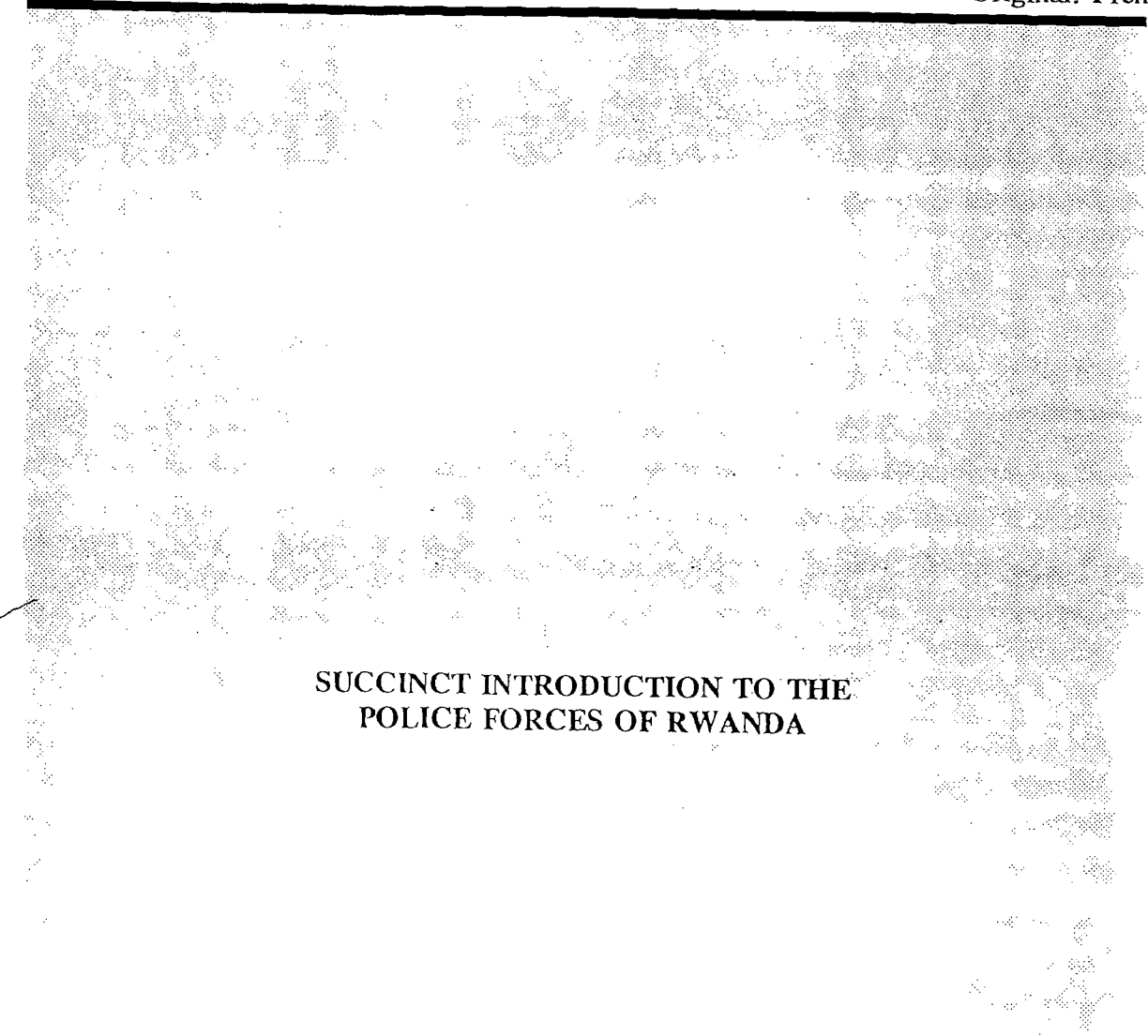


NATIONS UNIES

MISSION POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA

UNAMIR - MINUAR

Original: French



SUCCINCT INTRODUCTION TO THE
POLICE FORCES OF RWANDA

3 August 1995



UNAMIR - MINUAR

SUCCINCT INTRODUCTION TO THE POLICE FORCES OF RWANDA

Foreword:

Since independence, on 1st July 1962, Rwanda has adapted to national realities the constitutional principles established on 24 November 1962. Those principles included, inter alia, the restoration and strengthening of peace and national unity which had been seriously threatened a short time before independence by the events of the revolution of 1959.

According to its Constitution, the Republic of Rwanda is firmly committed to democratic principles, to the protection of the human person and to the promotion and respect of fundamental liberties, in accordance with the Universal Declaration of Human Rights.

Various institutions were established, including the Government which is responsible for public order and the protection of persons and property. The Government thus created the Police Forces, which are responsible for ensuring the application of the laws and regulations that govern society.

In accordance with Belgian tradition, Rwanda has two Police Forces: the Gendarmerie and the Communal Police. The two forces each belong to different Ministries. The Gendarmerie has nation-wide jurisdiction and is under the authority of the Ministry of National Defense. The Communal Police have local jurisdiction and are under the authority of the Ministry of the Interior.

It was the former *Police Nationale* (National Police) which, on 26 June 1973, changed its name to *Gendarmerie Nationale* (National Gendarmerie) after incorporation into the Rwandan Army.

In conjunction with incorporation of the main part of the force, the remaining part was given civilian status. That part now came under the direct authority of the Burgomaster (*le Bourgmestre*), by delegation from the Prefect (*le Préfet*). This new Force was called the *Police Communale* (Communal Police).

1. The Gendarmerie (*la Gendarmerie Nationale*)

The Gendarmerie was established by the Law of 23 January 1974 as an institutional armed force responsible for maintaining law and order.

This force is under the authority of the Ministry of Defense (*Ministère de la Défense*) and is modelled on the military. It responds to requisitions from the

administrative and judicial authorities that are empowered to mobilize its assistance.

The Gendarmerie is competent throughout Rwanda and its functions and organization can be summarized as follows:

1.1. Functions

The role of Gendarmerie is both preventive and repressive. Its functions can be divided into ordinary functions and special functions.

Its ordinary functions are those that it fulfils in pursuance of legislation without any prior requisition. This is the case in the prevention of breaches of the law, investigation of offences and of offenders, enforcement of laws and regulations, the policing of traffic etc.

Its special functions are those that it can only undertake upon requisition by an appropriate authority. Inter alia this includes the maintenance and re-establishment of public order, the delivery and execution legal warrants and summonses, to lend assistance to the judiciary and to judicial officers.

1.2. Organization

1.2.A. Size

The Gendarmerie's establishment consists of officers, NCOs (non-commissioned officers), corporals and gendarmes. Its strength, in accordance with the Arusha agreements, is fixed at six thousand (6 000) men. Grade ratios, in relation to the entire establishment, are as follows: officers 6%, NCOs 24%, corporals and gendarmes 70%. Mode of recruitment is regulated by the established conditions which should be met in regard to, among other things, minimum and maximum age, years of schooling, physical fitness etc

1.2.B. Structure

The Gendarmerie includes:

B.1. The Command Council -

A discussion and decision making body concerned with the organization and coordination of the Gendarmerie's activities.

The Gendarmerie's Command Council (*CCGN - le Conseil de Commandement de la Gendarmerie Nationale*) is composed of:

- The Chief of Staff (*le Chef d'état-major*) of the Gendarmerie, Chairman;

- The Deputy Chief of Staff (*le Chef d'état-major adjoint*) of the Gendarmerie, Vice Chairman;
- The "Groupements" Commanders (11), Members.

B.2. H.Q. (*l'Etat-major*)

This body ensures liaison between the Gendarmerie and the Government. It is also responsible for the day to day administration and command of the Gendarmerie.

B.3. The Security Committee (*le Comité de sécurité*)

A discussion and decision making body concerned with the management of internal security.

It is chaired by the Chief of Staff assisted by a deputy and composed of members such as:

- The Head of the Criminal Investigation section (*le Chef du service de recherche criminelle*);
- The Head of Special Intelligence section (*le Chef du service de renseignement spécialisé*);
- The Commanding officer of Kigali Urban gendarmerie (*le Commandant de groupement de la Préfecture de la ville de Kigali*).

B.4. Territorial units (*les Unités Territoriales*):

These are grouped at prefectural level; they are called "*les groupements*". Each *groupement* is composed of territorial companies (*les compagnies territoriales*) and these in turn are composed of Gendarmerie stations (*les postes de Gendarmerie nationale*).

B.5. Specialized Sections:

These are ten (10) in number, from Criminal Investigation through to Military Police, who keep discipline among the gendarmes, and including the Intervention Force (*le Groupement d'Intervention*), Intelligence (*le Service de Renseignement*), the Republican Guard (*la Garde Républicaine*), the Mobile Brigade (*la Brigade mobile*), Traffic Section (*l'Unité de Circulation routière*), Airport Security (*la Police des Aéroports*), the Fire Brigade (*la Brigade des Sapeurs-Pompiers*) and the Drugs and Explosives Squad (*la Brigade des Stupéfiants et des Explosifs*).

B.6. Support Sections and Services:

Consisting essentially of the Headquarters' Company (*Compagnie de Quartier Général*), Logistics (*le Groupe des Services logistiques*), the Music Section (*l'Unité de Musique*) and the Medical Service (*le Service médical*).

1.3. Present state of the Gendarmerie

1.3.A. Strength

Present strength is about 5 000 men. The government, considering security requirements in the long term, plans to increase strength to 15 000 men. Its aim is to achieve a coverage ratio of about 2 gendarmes per 1 000 inhabitants.

1.3.B. Infrastructures

Throughout the country infrastructures are run-down, damaged or, quite simply, completely destroyed. This critical situation in general frequently delays the resumption of Gendarmerie services.

1.3.C. Equipment

Equipment is practically non-existent, which is a major handicap to operations.

1.3.D. Vehicles

The vehicle pool is extremely small. Indeed, there are only about 30 vehicles in good running order for all Gendarmerie sections, of which 10 are for the H.Q. Staff and about 15 are for the *groupements* at an average of 2 per *groupement*.

2. The Communal Police (*la Police Communale*)

The Rwandan Police forces, from their beginnings to the present day, have gone through several transformations and have had several names.

On 26 June 1973, when it was called the National Police (*la Police Nationale*), it was integrated with the Rwandan Army as an institutional armed force to be called the Gendarmerie (*la Gendarmerie Nationale*).

It was subsequent to that act of incorporation that the need was felt to establish a communal police force in order to fill the administrative vacuum that followed the integration with the Army.

The Communal Police force when created will operate at communal level under the authority of the Burgomaster.

2.1. Functions

Like the Gendarmerie, the Communal Police have both a preventive and a repressive role. Prevention consists of undertaking appropriate action before an offense is committed to keep it from happening, repression is pursued after an offense has been committed.

Under the authority of the Burgomaster, the Communal Police is principally entrusted with the implementation of laws, bye-laws and regulations and, more particularly, with the following:

- To inform the Burgomaster of any offense it is aware of and to make records of events witnessed by policemen;
- To ensure supervision of markets, public establishments and of public thoroughfares;
- To contribute to the maintenance or restoration of public order;
- To apprehend and bring before the Burgomaster any person guilty of a scandalous act on the public thoroughfare;
- To apprehend and bring before the competent authority any person that is the subject of legal prosecution;
- In cases of *flagrante delicto*, someone caught in-the-act, or of offences reputed as such, to apprehend and bring the offender before the competent authority, in accordance with the penal code;
- To lend assistance in the execution of judicial sentences when force members have been requisitioned to do so in the appropriate way;
- To fulfil, when instructed to do so by higher authority, administrative and policing functions that are not contrary to laws, bye-laws and regulations.

2.2. Strength

The target total is about 3 000 strong. The Government plans however to initially deploy a force of 1 500, on the basis of a minimum strength of 10 men per commune.

Recruitment is competitive and conditions are fixed by the authorities responsible for this Force. Armed forces reservists have priority over other candidates.

2.3. Structure

A Communal Police unit consist of:

- A Sergeant (*un Brigadier*)
- A Deputy Sergeant (*un Brigadier adjoint*)
- Policemen (*des Policiers*).

The Sergeant is the commanding officer of the Communal police under the authority of the Burgomaster.

The Deputy Sergeant assists him and replaces him in case of unavailability or absence.

The policemen constitute the basic executive component of the functions attributed to the Communal police.

2.4. Present state of the Communal Police

After the tragedy that befell Rwanda, the Communal Police, like other Public services, found itself in a complete state of destitution - not only devoid of manpower but also of infrastructures, equipment and vehicles. Apart from the recent nomination of a National Director of the Communal Police force, under the Minister of the Interior, and of a Director of the Communal Police Training Centre, in material terms, the Communal Police exists in name only. It is therefore evident that the rehabilitation of the Communal Police will require the mobilization of considerable resources, needing a large contribution from the international community.

3. Relations Between The Two Forces and Ministerial Departments

Apart from the ministries to which they directly belong, a close degree of cooperation exists between the two Police Forces (Gendarmerie and Communal police) and other ministerial departments.

In other words, the Gendarmerie and the Communal police are both functionally and operationally at the disposal of the Government while remaining under the authority of their respective departments.

The Gendarmerie, which belongs to the Ministry of Defence, works closely day to day with the ministries of Justice and of the Interior in official functions which cannot and should not be discharged without the presence of a force that is legally empowered to that effect.

In conjunction with the Ministry of the Interior, the Gendarmerie, if expressly requisitioned to do so, can be brought to intervene in the maintenance or restoration of public order.

The Gendarmerie is also the right arm of the Ministry of Justice in judicial police functions including the notification and execution of legal warrants and summonses. The Gendarmerie can also be called upon to lend assistance to officials of the Judicial Police who belong to the Public Prosecutor's department.

The Communal police force, in relation to the Ministry of Justice, is required to discharge functions similar to those of the Gendarmerie.

Apart from its functions on behalf of the Public Prosecutor's department, the Communal police force is a civil force under the direct control of the ministry to which it belongs.

4. Conclusion

This succinct introduction to the Gendarmerie and to the Communal police is in several respects based on the intentions of Rwandan legislation and the Arusha Peace Agreement.

Indeed, in relation to the present state of the country, as the preceding analysis reveals, the attributed manning strengths and functions are generally theoretical. The level of vocational training of force members is often very low and facilities are extremely impaired.

That is why, as soon as it was instituted, the new Rwandan Government emphasized the urgency of the need to reconstitute the Police forces in order to ensure public security to the fullest possible extent.

When requested by the Rwandan government to help with this task, UNAMIR responded positively and entrusted CIVPOL with the task of assisting the new government to establish and train a new, integrated national Police Force. This decision was confirmed in resolution 965 (1994) and reaffirmed by resolution 997 of the Security Council.

A training programme for gendarmes and policemen has been formulated by UNAMIR in cooperation with the Rwandan government. The programme is at present under way and includes the following:

- The training of a nucleus of a thousand Gendarmes and a hundred instructors;
- The training of 1 500 Communal policemen.

It also appeared necessary to prepare two documents, one each for the Gendarmerie and the Communal police, identifying all operational and training requirements, which could constitute a frame of reference for any assistance from the international community.

Colonel Cheick Oumar Diarra
CIVPOL Commissioner



12/09/95
[Signature]

14

UNITED NATIONS
ASSISTANCE MISSION FOR RWANDA
UNAMIR - MINUAR
CIVPOL HQ



NATIONS UNIES
MISSION POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA

PRESENTATION SUCCINCTE DES FORCES
DE POLICE DU RWANDA

Le 11 Juillet 1995.



UNITED NATIONS NATIONS UNIES
ASSISTANCE MISSION FOR RWANDA MISSION POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA
UNAMIR - MINUAR
CIVPOL HQ

PRESENTATION SUCCINCTE DES FORCES DE POLICE DU RWANDA

Introduction :

Depuis son accession à l'indépendance, le 1er Juillet 1962 le RWANDA a adapté aux réalités nationales des principes constitutionnels établis le 24 Novembre 1962. Ceux-ci prévoyaient entre autres la restauration et le renforcement de la paix et de l'unité Nationale, sérieusement menacées peu avant l'indépendance par les événements de la Révolution de 1959.

Selon les termes de sa Constitution, la République Rwandaise s'est résolument engagée à être fidèle aux principes démocratiques afin d'assurer la protection de la personne humaine et de promouvoir le respect des libertés fondamentales, conformément à la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.

Des Institutions ont vu ainsi le jour, notamment le Gouvernement responsable de l'ordre public, de la protection des personnes et de leurs biens. Ce dernier s'est doté de Forces de Police chargées de veiller à l'application des textes de loi et règlements régissant la société.

Conformément à la tradition belge, il existe deux forces de Police, la Gendarmerie Nationale et la Police Communale. Ces forces appartiennent à des départements ministériels distincts. La Gendarmerie Nationale a une compétence nationale et est placée sous l'autorité du Ministère de la Défense Nationale. La Police Communale a une compétence locale et est placée sous la tutelle du Ministère de l'Intérieur.

Il y a lieu de rappeler que c'est la Police Nationale qui a pris la dénomination de Gendarmerie Nationale en date du 26 Juin 1973, après avoir été intégrée dans l'Armée Rwandaise.

Une des conséquences de cette intégration a consisté dans l'adoption d'un statut civil pour une partie du personnel. Celle-ci s'est ainsi vue placée sous l'autorité directe du Bourgmestre, par délégation du Préfet. Ce personnel a alors pris l'appellation de Police Communale.

1. De la Gendarmerie Nationale

La Gendarmerie Nationale a été créée par le Décret-loi du 23 Janvier 1974, comme étant une force armée institutionnelle pour assurer le maintien de l'ordre et l'exécution des lois.

Sous l'autorité du Ministère de la Défense Nationale, cette force obéit à la discipline militaire et à la hiérarchie des Autorités Administratives et Judiciaires pouvant la mettre en action par le biais de réquisitions.

La Gendarmerie Nationale est compétente sur toute l'étendue du Territoire National. Ses attributions et son organisation se résument comme suit:

1.1. Attributions :

Les attributions de la Gendarmerie Nationale ont un caractère à la fois préventif et répressif. Elles se divisent en missions ordinaires et extraordinaires.

Les missions ordinaires sont celles que la Gendarmerie Nationale remplit en vertu de la loi, sans réquisition préalable de l'autorité compétente. Il s'agit notamment de prévenir les infractions, de rechercher les infractions et leurs auteurs, de faire respecter les lois et règlements, d'assurer la police de la circulation routière etc...

Les missions extraordinaires sont celles que la Gendarmerie Nationale ne peut remplir que sur réquisition de l'autorité compétente. Il s'agit entre autres d'assurer le maintien et le rétablissement de l'ordre public, de notifier et de mettre en exécution des mandats de justice, de prêter main forte à la justice et aux auxiliaires de justice.

1.2. Organisation :

1.2. A. Taille : Les effectifs de la Gendarmerie Nationale se composent d'officiers, sous-officiers, caporaux et gendarmes, et sont fixés à six mille (6000) hommes. La proportion des différentes catégories par rapport à l'ensemble de la corporation est de 6%

pour les officiers, 24% pour les sous-officiers et 70 % pour les caporaux et gendarmes. Le mode de recrutement est réglementé par des textes fixant les conditions à remplir, parmi lesquelles on peut citer l'âge maximum et minimum, le niveau d'étude, l'aptitude physique etc...

1.2.B. Structure :

La Gendarmerie Nationale comprend :

B- 1. Un conseil de commandement : Il constitue l'organe de concertation et de prise de décisions en matière d'organisation et de coordination de l'action de la Gendarmerie Nationale.

Le conseil de commandement de la Gendarmerie Nationale (CCGN) est composé par :

- Le chef d'Etat Major de la Gendarmerie Nationale = Président*
- Le chef d'Etat Major Adjoint de la Gendarmerie Nationale = Vice président*
- Les commandants des groupements (11) : Membres*

B- 2.- Un Etat Major : constituant l'organe de liaison entre la Gendarmerie Nationale et le pouvoir Exécutif, est chargé de l'Administration et du commandement journalier de la Gendarmerie Nationale.

B- 3. - Un comité de sécurité : créé dans le cadre de la gestion de la sécurité intérieure, constitue au sein de la Gendarmerie Nationale l'organe de concertation et de prise de décision.

Il est présidé par le chef d'Etat Major, secondé d'un Adjoint et comprend des membres tels que:

- Le chef du service de recherche criminelle*
- Le chef du service de renseignement spécialisé*
- Le commandant de groupement de la Préfecture de la ville de Kigali*

B- 4. - Des Unités Territoriales : existant au niveau de chaque préfecture, sont appelées groupements. Chaque groupement est déployé en compagnies territoriales et celles-ci en postes de Gendarmerie Nationale.

B- 5. - Des Unités spécialisées : composées de dix (10) services spécialisés allant du service de Recherche Criminelle au service de la Police Militaire chargé de contrôler la discipline des gendarmes, en passant par le Groupement d'Intervention, le Service de Renseignement, la Garde Républicaine, la Brigade Mobile, l'Unité de Circulation Routière, la Police des Aéroports, la Brigade des Sapeurs-Pompiers, la Brigade des Stupéfiants et des Explosifs.

B- 6. - Des Unités et Services d'Appui : Composés essentiellement de la Compagnie de Quartier Général, le Groupe des Services logistiques, l'Unité de Musique et le Service Médical.

1.3. Etat Actuel de la Gendarmerie Nationale

1.3. A. Personnel

L'effectif actuel de la Gendarmerie Nationale Rwandaise s'élève à environ 5000 hommes. Dans un souci de couverture sécuritaire à long terme, le Gouvernement ambitionne de porter cet effectif à 15 000, avec pour objectif d'atteindre le ratio d'environ 2 gendarmes pour 1000 habitants.

1.3.B. Infrastructures

Elles sont sur l'ensemble du territoire, vétustes, délabrées ou tout simplement détruites. Cette situation de crise généralisée freine le plus souvent la réouverture des services de Gendarmerie.

1.3.C. Equipements

Ils sont quasiment inexistants et constituent un des handicaps majeurs pour le bon fonctionnement des unités.

1.3.D. Véhicules

Le parc de véhicules est extrêmement réduit. En effet, il n'y a environ que 30 véhicules en bon état de fonctionnement pour l'ensemble des services de la Gendarmerie dont 10 pour l'Etat Major et une quinzaine pour les groupements à raison de 2 véhicules par groupement.

II. De la Police Communale

De sa création à nos jours la Police a connu plusieurs transformations avec des appellations multiples.

Le 26 Juin 1973, sous l'appellation Police Nationale, elle a été intégrée à l'Armée Rwandaise, comme étant une force armée institutionnelle sous la dénomination de Gendarmerie Nationale.

C'est à l'issue de cette intégration que la nécessité de la création d'une Police Communale s'est faite sentir pour combler le vide administratif engendré par le reversement de son personnel dans l'Armée Rwandaise.

La Police Communale ainsi constituée est une force placée au niveau des communes sous l'autorité du Bourgmestre.

2.1. Attributions

A l'instar de la Gendarmerie Nationale, les attributions de la Police Communale sont d'ordre préventif et répressif. La prévention réside dans le fait d'empêcher la commission de l'infraction et la répression intervient après la commission de l'infraction.

Principalement la Police Communale est chargée sous l'autorité du Bourgmestre, de veiller en général, à l'exécution des lois, arrêtés et règlements et spécialement :

- De signaler immédiatement au Bourgmestre toute infraction dont elle a connaissance et prendre note des faits dont ses agents sont témoins;*
- D'assurer la surveillance des marchés, des établissements publics et des voies publiques;*
- De contribuer au maintien ou au rétablissement de l'ordre public;*
- D'appréhender et de conduire devant le Bourgmestre toute personne coupable de scandale sur la voie publique;*
- D'appréhender et de conduire devant les autorités compétentes les individus qui sont objet de poursuites judiciaires;*
- En cas de flagrant délit ou d'infraction réputée flagrante, d'appréhender et de conduire son auteur devant l'autorité compétente, conformément au code de procédure pénale;*
- De prêter main forte à l'exécution des sentences judiciaires, lorsque ces gens en sont régulièrement requis;*
- De remplir les missions administratives et de police ordonnées par l'autorité supérieure, si elles ne sont pas contraires aux lois, arrêtés et règlements.*

2.2. Taille

L'effectif théorique de la Police Communale est estimé à 3000 agents. Le Gouvernement se propose cependant de mettre en place dans un premier temps une force de 1500 agents sur la base de 10 agents au minimum par commune.

Le recrutement se fait par voie de concours dont les conditions sont fixées par l'autorité ayant la Police Communale dans ses attributions. Les réservistes des Forces Armées Rwandaises ont priorité sur les autres candidats.

2.3. Structure :

La Police Communale comprend:

- Un Brigadier
- Un Brigadier Adjoint
- Des Policiers

Le Brigadier assure le commandement de la Police Communale, sous l'autorité du Bourgmestre.

Le Brigadier Adjoint le seconde et le remplace en cas d'empêchement ou d'absence.

Les Policiers constituent le personnel d'exécution des tâches dévolues à la Police Communale.

2.4. Etat actuel de la Police Communale

Après les événements tragiques qu'à connu le Rwanda, la Police Communale comme les autres services publics s'est retrouvée dans le dénuement le plus total tant au plan du personnel qu'à celui de l'infrastructure, des équipements et des véhicules. A part la nomination récente d'un Directeur National de la Police Communale placé auprès du Ministre de l'Intérieur, et d'un Directeur du Centre de Formation de la Police Communale, la Police Communale en tant que structure n'existe que de nom. Il va donc de soi que la remise en place d'une Police Communale rénovée nécessitera la mobilisation de ressources très importantes auxquelles la Communauté Internationale devra largement contribuer.

III. Relations entre les deux forces et les Départements Ministériels:

En dehors de leur Ministère de Tutelle, il existe une étroite relation de collaboration entre les Forces de Police (Gendarmerie Nationale et Police Communale) et d'autres Départements Ministériels dont elles ne relèvent pas directement.

En d'autres termes, la Gendarmerie Nationale et la Police Communale dans leur fonctionnement et dans l'exercice de leurs missions sont à la disposition du Gouvernement tout en demeurant sous l'autorité de leur Département respectif de Tutelle.

S'agissant de la Gendarmerie Nationale placée sous l'autorité du Ministre de la Défense Nationale, elle collabore quotidiennement avec le Ministre de la Justice et celui de l'Intérieur dans le cadre de l'exécution de certaines missions que ces Départements ne peuvent et ne doivent exécuter sans la présence d'une force habilitée par la loi à cet effet.

Avec le Ministère de l'Intérieur, la Gendarmerie Nationale peut être amenée sur réquisition expresse, à intervenir dans le cadre du maintien et du rétablissement de l'ordre public.

Concernant le Ministère de la Justice, la Gendarmerie Nationale constitue un instrument privilégié de travail, surtout en matière d'actes de Police Judiciaire et notamment dans l'exécution et la notification des mandats de Justice. La Gendarmerie Nationale peut également intervenir pour prêter main forte aux officiers de Police Judiciaire relevant du Ministère Public.

En ce qui concerne la Police Communale, avec le Ministère de la Justice, les mêmes missions dévolues à la Gendarmerie Nationale lui sont attribuées par la loi.

En dehors des missions du Ministère Public, la Police Communale reste et demeure une force civile placée sous l'autorité de son Département de Tutelle.

II. Conclusion :

Cette présentation sommaire de la Gendarmerie Nationale et de la Police Communale est en plusieurs points, celle prévue par la législation du Rwanda et par l'Accord de paix d'Arusha.

En effet par rapport à la situation actuelle du pays, tel qu'il ressort de l'analyse faite ci-dessus, les attributions et les effectifs énumérés sont généralement théoriques. Le niveau d'instruction professionnelle des agents est le plus souvent très bas et les services sont dans un état de délabrement prononcé.

C'est pour ces raisons que le nouveau gouvernement du Rwanda dès sa mise en place, a mis l'accent sur l'urgence consistant à reconstituer les Forces de Police afin d'assurer au mieux la sécurité publique.

La MINUAR sollicitée à cet effet par le Gouvernement rwandais a répondu favorablement en confiant à CIVPOL, la mission d'assister le nouveau Gouvernement dans l'établissement et l'instruction d'une nouvelle Force de Police Nationale Intégrée. Cette décision a été confirmée dans la résolution 965 (1994) et réaffirmée dans la résolution N° 997 du Conseil de Sécurité.

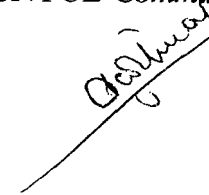
En rapport avec le Gouvernement Rwandais, un programme de formation des gendarmes et d'agents de Police a été élaboré par la MINUAR. Ce programme est en cours.

Il prévoit :

- la formation d'un noyau d'un millier de gendarmes et d'une centaine de formateurs;*
- la formation de 1500 agents de Police Communale.*

Il est apparu nécessaire aussi d'élaborer deux documents (un pour la Gendarmerie et un pour la Police Communale) identifiant tous les besoins opérationnels des forces de police en plus de ceux relatifs au programme de formation en cours. De tels documents pourraient servir de cadre de référence pour toute action d'assistance de la communauté internationale.

Colonel Cheik Oumar Diarra
CIVPOL Commissioner



UNITED NATIONS

ASSISTANCE MISSION FOR RWANDA



NATIONS UNIES

MISSION POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA

COD/st

UNAMIR - MINUAR

TO: See Distribution
A:

DATE: 15 September 1995

FROM: CIVPOL Commissioner
DE:

REF: CIVPOL/MEMO/778/95

SUBJECT: Temporary Posting of CIVPOL Observers
OBJET:

1. Please find attached a temporary posting of CIVPOL Observers initially posted to the Communal Police Training Centre.

2. Regards.

Distribution List

MILOBS GP HQ
FHQ
CPMTS & Sections

TEMPORARILY DEPLOYED CIVPOL OBSERVERS FROM COMMUNAL POLICE TRAINING CENTRE

16 September 199

| SER | UN ID | RANK | NAME | NATIONALITY | POSTED FROM | POSTED TO |
|----------------------------------------------------|---------|-------|-------------------|-------------|----------------------------|-------------------------|
| POLICE MONITORING TEAM - RWAMAGANA, KIBUNGO | | | | | | |
| 1. | POO 198 | MAJOR | Kaleb Mohammed | Djibouti | Communal Police T.C. | CPMT Rwamagana, Kibungo |
| 2. | CP 197 | MAJOR | Abadi Fadoul | Chad | Communal Police T.C. | CPMT Rwamagana, Kibungo |
| 3. | CP 012 | CP | Camara Mamadou | Mali | Ruhengeri, Training Centre | CPMT Rwamagana, Kibungo |
| 4. | POO 222 | LT | Ben Helal Nejib | Tunisia | CIVPOL HQ | CPMT Rwamagana, Kibungo |
| 5. | POO 203 | LT | Sanogo Mounkaila | Niger | Ruhengeri T.C. | CPMT Rwamagana, Kibungo |
| POLICE MONITORING TEAM - KIGALI | | | | | | |
| 6. | CP 010 | CD | Coulibaly Tiemoko | Mali | Communal Police T.C. | PMT, Kigali |
| 7. | POO 223 | LT | Sousia Faquzi | Tunisia | CIVPOL HQ | PMT, Kigali |
| POLICE MONITORING TEAM - GITARAMA | | | | | | |
| 8. | POO 207 | MAJOR | Kita Diallo | Mali | Communal Police T.C. | PMT, Gitarama |
| 9. | POO 228 | LT | Idani Tarek | Tunisia | CIVPOL HQ | PMT, Gitarama |
| POLICE MONITORING TEAM - BUTARE | | | | | | |
| 10. | CP 013 | CP | Toure S. Amadou | Mali | Ruhengeri, Training Centre | PMT, Butare |
| 11. | POO 220 | LT | Jerbi Mounir | Tunisia | CIVPOL HQ | PMT, Butare |
| POLICE MONITORING TEAM - GIKONGORO | | | | | | |
| 12. | POO 210 | CAPT | Samake Ali Badara | Mali | Communal Police T.C. | PMT, Gikongoro |

| SER | UN ID | RANK | NAME | NATIONALITY | POSTED FROM | POSTED TO |
|-------------------------------------------|---------|------|--------------------------|-------------|-----------------|-----------------|
| 13. | POO 224 | LT | Rezgoui Ridha | Tunisia | CIVPOL HQ | PMT, Gikongoro |
| POLICE MONITORING TEAM - CYANGUGU | | | | | | |
| 14. | CP 062 | CD | Sekou Marena | Mali | Ruhengeri T.C. | PMT, Cyangugu |
| POLICE MONITORING TEAM - RUHENGERR | | | | | | |
| 15. | POO 221 | LT | Sioud Hached | Tunisia | CIVPOL HQ | PMT, Ruhengeri |
| 16. | POO 204 | LT | Oumarou Issa | Niger | Ruhengeri, T.C. | PMT, Ruhengeri |
| POLICE MONITORING TEAM - GISENYI | | | | | | |
| 17. | POO 206 | LT | Abbas Alio Serki | Niger | Ruhengeri, T.C. | PMT, Gisenyi |
| POLICE MONITORING TEAM - KIBUYE | | | | | | |
| 18. | CP 194 | CAPT | Blague Jeremie | Chad | Ruhengeri T.C. | PMT, Kibuye |
| RUHENGERR TRAINING SCHOOL | | | | | | |
| 19. | CP 023 | SUPT | Zaki M. Ahmed | Nigeria | Ruhengeri T.C. | Ruhengeri, T.C. |
| 20. | CP 017 | DSP | Egbuka Edward Chuka | Nigeria | Ruhengeri T.C. | Ruhengeri, T.C. |
| 21. | CP 018 | DSP | Gomna Usman Sule | Nigeria | Ruhengeri T.C. | Ruhengeri, T.C. |
| 22. | CP 020 | DSP | Owolabi Adetokunbo Chris | Nigeria | Ruhengeri T.C. | Ruhengeri, T.C. |
| 23. | CP 121 | DSP | Adamu Adams | Nigeria | Ruhengeri T.C. | Ruhengeri, T.C. |

TO: See Distribution

FROM: CIVPOL Commissioner *[Signature]*

SUBJECT: Staff Postings CIVPOL Observers

Date: 16 September 1995

Ref: CIVPOL/MEMO/763/95

1. Attached is the schedule of CIVPOL Observers postings.
2. All affected officers to be at their prefectures not later than 20th September 1995 and confirmation messages of their arrival to be submitted upon arrival.
3. Postings are with immediate effect.
4. Regards.

Distribution

MILOBS HQ
F.H. QRS
All CPMTS and Sections

File 16/09/95

12 11

UNITED NATIONS
ASSISTANCE MISSION FOR RWANDA



NATIONS UNIES
MISSION POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA

UNAMIR - MINUAR
CIVPOL HQ

To: All Divisions/CPMTs

From: CIVPOL Commissioner

Subject: Re-Allocation of Vehicles

Date: 15 September 1995

Ref.: CIVPOL/INT/Memo/85/95

1. The undermentioned vehicles have been officially allocated as follows :

- (a) UN 707 Hilux Pick Up Rwamagana PMT
- (b) UN 734 Hilux Pick Up Gitarama PMT

2. The effected personnel are requested to report to CIVPOL HQ at the earliest opportune time for documentation and collection of vehicles from CALOG.

3. Regards.

UNITED NATIONS

ASSISTANCE MISSION FOR RWANDA



NATIONS UNIES

MISSION POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA

COD/st

UNAMIR - MINUAR

TO: See Distribution
A:

DATE: 15 September 1995

FROM: CIVPOL Commissioner
DE:

REF: CIVPOL/MEMO/778/95

SUBJECT: Temporary Posting of CIVPOL Observers
OBJET:

1. Please find attached a temporary posting of CIVPOL Observers initially posted to the Communal Police Training Centre.
2. Regards.

Distribution List

MILOBS GP HQ
FHQ
CPMTS & Sections

TEMPORARILY DEPLOYED CIVPOL OBSERVERS FROM COMMUNAL POLICE TRAINING CENTRE

16 September 1995

| SER | UN ID | RANK | NAME | NATIONALITY | POSTED FROM | POSTED TO |
|----------------------------------------------------|---------|-------|-------------------|-------------|----------------------------|-------------------------|
| POLICE MONITORING TEAM - RWAMAGANA, KIBUNGO | | | | | | |
| 1. | POO 198 | MAJOR | Kaleb Mohammed | Djibouti | Communal Police T.C. | CPMT Rwamagana, Kibungo |
| 2. | CP 197 | MAJOR | Abadi Fadoul | Chad | Communal Police T.C. | CPMT Rwamagana, Kibungo |
| 3. | CP 012 | CP | Camara Mamadou | Mali | Ruhengeri, Training Centre | CPMT Rwamagana, Kibungo |
| 4. | POO 222 | LT | Ben Helal Nejib | Tunisia | CIVPOL HQ | CPMT Rwamagana, Kibungo |
| 5. | POO 203 | LT | Sanogo Mounkaila | Niger | Ruhengeri T.C. | CPMT Rwamagana, Kibungo |
| POLICE MONITORING TEAM - KIGALI | | | | | | |
| 6. | CP 010 | CD | Coulibaly Tiemoko | Mali | Communal Police T.C. | PMT, Kigali |
| 7. | POO 223 | LT | Sousia Faquzi | Tunisia | CIVPOL HQ | PMT, Kigali |
| POLICE MONITORING TEAM - GITARAMA | | | | | | |
| 8. | POO 207 | MAJOR | Kita Diallo | Mali | Communal Police T.C. | PMT, Gitarama |
| 9. | POO 228 | LT | Idani Tarek | Tunisia | CIVPOL HQ | PMT, Gitarama |
| POLICE MONITORING TEAM - BUTARE | | | | | | |
| 10. | CP 013 | CP | Toure S. Amadou | Mali | Ruhengeri, Training Centre | PMT, Butare |
| 11. | POO 220 | LT | Jerbi Mounir | Tunisia | CIVPOL HQ | PMT, Butare |
| POLICE MONITORING TEAM - GIKONGORO | | | | | | |
| 12. | POO 210 | CAPT | Samake A. Badara | Mali | Communal Police T.C. | PMT, Gikongoro |

| <i>SER</i> | <i>UN ID</i> | <i>RANK</i> | <i>NAME</i> | <i>NATIONALITY</i> | <i>POSTED FROM</i> | <i>POSTED TO</i> |
|-------------------------------------------|--------------|-------------|--------------------------|--------------------|--------------------|------------------|
| 13. | POO 224 | LT | Rezgoui Ridha | Tunisia | CIVPOL HQ | PMT, Gikongoro |
| POLICE MONITORING TEAM - CYANGUGU | | | | | | |
| 14. | CP 062 | CD | Sekou Marena | Mali | Ruhengeri T.C. | PMT, Cyangugu |
| POLICE MONITORING TEAM - RUHENGERI | | | | | | |
| 15. | POO 221 | LT | Sioud Hached | Tunisia | CIVPOL HQ | PMT, Ruhengeri |
| 16. | POO 204 | LT | Oumarou Issa | Niger | Ruhengeri, T.C. | PMT, Ruhengeri |
| POLICE MONITORING TEAM - GISENYI | | | | | | |
| 17. | POO 206 | LT | Abbas Allo Serki | Niger | Ruhengeri, T.C. | PMT, Gisenyi |
| POLICE MONITORING TEAM - KIBUYE | | | | | | |
| 18. | CP 194 | CAPT | Blague Jeremie | Chad | Ruhengeri T.C. | PMT, Kibuye |
| RUHENGERI TRAINING SCHOOL | | | | | | |
| 19. | CP 023 | SUPT | Zaki M. Ahmed | Nigeria | Ruhengeri T.C. | Ruhengeri, T.C. |
| 20. | CP 017 | DSP | Egbuka Edward Chuka | Nigeria | Ruhengeri T.C. | Ruhengeri, T.C. |
| 21. | CP 018 | DSP | Gomna Usman Sule | Nigeria | Ruhengeri T.C. | Ruhengeri, T.C. |
| 22. | CP 020 | DSP | Owolabi Adetokunbo Chris | Nigeria | Ruhengeri T.C. | Ruhengeri, T.C. |
| 23. | CP 121 | DSP | Adamu Adams | Nigeria | Ruhengeri T.C. | Ruhengeri, T.C. |

Nº 9

UNITED NATIONS
ASSISTANCE MISSION FOR RWANDA



UNAMIR - MINUAR
CIVPOL HQ

NATIONS UNIES
MISSION POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA

[Signature]
14/9

To: Director Ruhengeri T/S

Date: 13 September 1995

From: CIVPOL Commissioner

Ref.: CIVPOL/INT/Memo/79/95

Subject: Medals Parade for Chadian CIVPOL Observers

Nº

1. The Medals Parade in respect of the five Chadian CIVPOL Observers will take place together with MILOBS on Saturday 16th September, 1995 at Force Headquarters AMAHORO at 08:00 Hrs.
2. All the would be Medal recipients should be in Kigali by Friday 15th September 1995 in readiness for the rehearsals to be held before the main ceremony.
3. Regards.

faxed on 14/9/95



UNAMIR - MINUAR

File 12/09/95
Ch

A chasser

TO : Director of TRG-Ruhengeri

Date: 11 September 1995

FROM: CIVPOL Commissioner

INFO: CPTO ✓

Ref: CIVPOL/INT/MEMO/78/95

SUBJECT : Traffic Violation

1. On 3rd September, 1995 between 0100 hrs and 0200 hrs, UNAMIR Vehicle n° 1113 x 4 runner which is officially assigned to you was seen by UNAMIR Military Police parked outside the fence of the New Cadillac Night Club. That action is tantamount to a breach of UNAMIR standing regulations which explicitly says, "all Night Clubs in Rwanda are out of bounds to UNAMIR Staff".
2. You are therefore required to explain in writing within forty-eight hours upon receipt of this query the circumstances leading to the breach of UNAMIR Regulations.
3. Regards.

OK
L. agree
C

n° 7

CPTO.

UNITED NATIONS
ASSISTANCE MISSION FOR RWANDA




NATIONS UNIES
MISSION POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA

UNAMIR - MINUAR
CIVPOL HQ

To: CIVPOL Commissioner

Date: 11 September 95

From: Deputy CIVPOL Commissioner 

Ref.: CIVPOL/INT/Memo/77/95

Subject: CIVPOL Commissioner's Administrative Meeting

1. With reference to the 9th September 1995 aborted meeting, I propose that the next meeting be held on 18 September 1995 a day which falls on a Monday.

2. Regards.

A : Commissionnaire du Ciupol

De : Commissionnaire député du Ciupol

Objet : Réunion administrative du commissionnaire
- - - du Ciupol - - - -

1. En référence au 9 septembre 1995 une réunion a été ~~abandonnée~~ ajournée, je propose une prochaine en date du 18 sept. 1995, cela sera un lundi.
2. Sincèrement vôtre.

*12/9
Adt Dunder
C*



CIVPOL COMMISSIONER

| | |
|-------|--------------|
| Recd | 12/9 |
| By: | |
| Date: | 1 SEP 8 1995 |

UNITED NATIONS
ASSISTANCE MISSION FOR RWANDA



NATIONS UNIES
MISSION POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA

UNAMIR - MINUAR

*to be 9/9/95
C*

To : List A,B,C,D,E & F

From : Capt S Choudhary
SO to COS

*D. Singh
Capt*

Date : 07 Sep 95

Subject : FORCE STANDARD DISTRIBUTION LIST

1. A revised distribution list is attached as appendix to this letter for your information.
2. You are requested to inform this office of any ammendments or additions required to this list.
3. Please acknowledge receipt.

Appx
(Refers to para 1 of
the letter)

FORCE STANDARD DISTRIBUTION LIST

Serial Addressee

List A - Command Group

| | |
|--------|---------------------|
| 1. | MA to FC |
| 2. | MA to DFC |
| 3. | COS |
| 4. | DCOS (ops) |
| 5. | DCOS (sp) |
| 6. | CMO |
| 7. | CHAO |
| 8. | Civpol Commissioner |
| 9 - 12 | Spare |

List B - HQ Branches

| | |
|---------|-----------------|
| 13. | FMO |
| 14. | G1/CMPO |
| 15. | G2 Mil Info |
| 16. | G3 Ops |
| 17. | G3 Plans |
| 18. | G3 Engr |
| 19. | G3 Air |
| 20. | FPM |
| 21. | Force PAO |
| 22. | G4 Logistics |
| 23. | G4 Mov Con |
| 24. | G6 Comms/FSO |
| 25. | HAC |
| 26. | CLO |
| 27. | FWO |
| 28. | Camp Commandant |
| 29. | RPA LO |
| 30 - 32 | Spare |

LIST C - ELEMENTS OF THE FORCE EXTERNAL TO HQ UNAMIR - OPERATIONS -
NOT TO BE USED IN CONJUNCTION WITH LIST D

| | |
|-----|-------------|
| 33. | Milob Gp HQ |
| 34. | UN Civ Pol |
| 35. | Sector 1 |
| 36. | Sector 2 |
| 37. | Sector 3 |
| 38. | Sector 4 |
| 39. | Sector 5 |

40. 95 CMSG
 41. Force Engr Coy
 42. Force Sig Coy
 43. FMO
 44. MP Coy
 45 - 47 Spare

LIST D - ELEMENTS OF THE FORCE EXTERNAL TO HQ UNAMIR -
 ADMINISTRATION - NOT TO BE USED IN CONJUNCTION WITH LIST C

48. Indbatt
 49. Force Engr Coy
 50. Force Sig Coy
 51. Ghan Coy - 1
 52. Ghan Coy - 2 (Tribunal)
 53. Malawi Coy
 54. Mali Coy
 55. Ni Coy
 56. 95 CMSG
 57. MP Coy
 58. FMO
 59 - 60 Spare

LIST E - CIVIL ADMINISTRATION IN HQ UNAMIR

61. Office of SRSG
 62. ED
 63. CAO
 64. CSO
 65. CFO
 66. FSA
 67. Claims
 68. OIC Gen Service
 69. CILM
 70. CMCO
 71. C BOI Unit
 72. CCPO
 73. CCO
 74. CISS
 75. CITMM
 76. CBES
 77. EDP
 78. Brown & Root
 79 - 85 Spare

LIST F - OTHER UN AGENCIES

86. UNDP
 87. UNHCR
 88. UNREO/IOC
 89. UNICEF

Received n° 1192
By: *[Signature]*
Date: SEP 11 1995

7 Septembre 1995

Le Directeur des études intermédiaires à l'EGENA
Ruhengeli

à

Monsieur le Commissioner CIVPOL Kigali

Objet: Rapport hebdomadaire d'exécution du programme de formation des
élèves gendarmes (Semaine du 28 Août au 02 Septembre 1995)

I. Du programme étalé pour exécution

La semaine n°5 de la formation du 28 Août au 02/09/95 a été caractérisée par la reconstruction du programme d'enseignement de la semaine précédente et par l'affectation des instructeurs au Centre d'Instruction (Classe Anglophone B4).

La programmation des leçons de la 4ème semaine s'explique par le fait que les leçons n'avaient pu être dispensées du fait de la relève survenue courant la petite semaine de bon nombre d'instructeurs en fin de contrat et de leur remplacement par de nouveaux. Sur instruction du Commissioner, elle avait été consacrée à des révisions au niveau de toutes les classes, révisions animées par les instructeurs sortants et rentrants ceci pour éviter une rupture entre les méthodes d'enseignement.

Cela a eu pour conséquence, immédiate l'accusation d'une semaine de retard. Toutes les leçons programmées cette semaine ont été enseignées. Cependant, au cours de la conférence pédagogique tenue le Vendredi 1/09/95, il a été fait cas de légers retards dans l'exécution du programme d'enseignement de certaines matières au niveau de certaines classes, retard qu'on s'est proposé de corriger par l'organisation de cours de rattrapage.

Il s'agit pour les classes de B

- M.O leçon n° 12 - en classe B
- Police administrative - contrôle des armes en classe B
- Circulation routière - 1° leçon en B
- R.G retard dans toutes les classes B.

Et pour les classes de A

- Circulation routière: 2 leçons (n° 10 et 11)
- M.O - 1 leçon dans le chap. IV et en A1
- Morale: Tout est à revoir

Ces retards seraient dû entre autre au bas niveau des élèves de certaines classes et à des erreurs de programmation des leçons.

Par ailleurs, la semaine a connue l'arrivée des Instructeurs Anglophones composés de deux Suisses, un Allemand et deux Nigerians mis à la disposition du Centre pour s'occuper de la classe B4 dite classe Anglophone. Ceci aura le double avantage d'améliorer la qualité de l'enseignement dans cette classe mais aussi de permettre aux instructeurs Francophones ainsi libérés, de progresser rapidement dans l'exécution de leur programme au niveau des classes dites francophones.

Enfin, la semaine a enregistré la visite de Major KONE Mamadou Chief Training le Jeudi 31 Août 95, sanctionnée par une rencontre avec la partie suisse autour de leurs préoccupations. Au cours de la rencontre, il a été proposé de ramener le conseil pédagogique au Jeudi après les cours au lieu du Samedi.

II. Des difficultés rencontrées

Il s'agit essentiellement des difficultés d'ordre matériel notamment:

- Problème de documentation:

Les instructeurs souhaiteraient avoir à leur disposition des recueils de textes juridiques Rwandais pour la préparation des leçons.

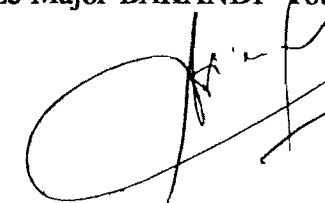
- Problème de tirage:

La machine de tirage mise à notre disposition n'est pas en bon état. Nous souhaiterions qu'elle soit remplacée par une nouvelle.

- Autres besoins:

En prévision des interrogations écrites et des examens, il serait souhaitable de nous doter d'une dizaine de machines à calculer.

Le Directeur des études intermédiaires
Le Major BAKANDI Tourgue Gabriel.




*CPTD
Quel est le
contenu actuel
de la photo pour
12/9 - Probleme de tirage:
La machine de tirage
mise à notre disposition
n'est pas en bon état.
Nous souhaiterions
qu'elle soit remplacée
par une nouvelle.
- Autres besoins:
En prévision des
interrogations écrites
et des examens, il
serait souhaitable de
nous doter d'une
dizaine de machines
à calculer.
Le Directeur des
études intermédiaires
Le Major BAKANDI
Tourgue Gabriel.
12/9*



TO: CP. TOURE S.A.
ID N° 013

Date: 5th September 1995

FROM: 
CIVPOL Commissioner

Ref: CIVPOL/INT/MEMO/74/95

SUBJECT: Absent from duty

1. It was observed that you on the 4th of September 1995, without explanation of excuse, absented yourself from duties. A motor vehicle was sent to pick you from your residence but found that you were not there.
2. Your are therefore instructed to give an account of your absence from official duties within 48hrs, failure to which disciplinary action will be taken.
3. Regards.

n° 3
UNITED NATIONS
ASSISTANCE MISSION FOR RWANDA



NATIONS UNIES
MISSION POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA
UNAMIR - MINUAR

Received *no. 1191*
BY *[Signature]*
Date: *SEP 4 1995*

INTEROFFICE MEMORANDUM

Sammy Kum Buo
Circulate
[Signature]
4/9/95

Date: 4 September 1995

To: All Military and Civilian Personnel

From: Wilfrid de Souza
Executive Director *[Signature]*

Subject: Absence from Mission Area

1. I will be on leave from 4 to 15 September 1995. During my absence, Mr. Sammy Kum Buo, Senior Political Adviser, would act as Executive Director.
2. Please extend to him your usual cooperation.

UNITED NATIONS

ASSISTANCE MISSION FOR RWANDA

NATIONS UNIES

MISSION POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA

From: Col W J Fletcher
DCOS (Sp) Extn 11109

To: LIST A, B, D AND E

Info: LIST F

File Reference: 4000.1/LOG-2

Date: 2 Sep 95

Subject: SECURITY AWARENESS

References: A. FORCE COMMANDERS DIRECTIVE 1/94 dated 7 Nov 94
B. 3000.12 (Ops) dated 25 Mar 95
C. UNAMIR Administrative Instruction 011/95 dated 27 March 1995
D. Status of Mission Agreement

1. The report of a vehicle hijacking during the early morning hours of 2 Sep 95 and an increase in the number of robberies and attempted robberies highlight the need to reinforce the procedures and restrictions contained in refs A through D inclusive. The security situation in Rwanda has been relatively calm since early Jun and has resulted in a certain complacency within the Mission. In addition the changes to the Force manning over the summer and the arrival of new personnel has resulted in a general lack of awareness and adherence to refs.

2. All personnel are advised of the recent increase in RPA security measures during the hours of darkness and should take appropriate measures for their own security as outlined in the refs. The major points enunciated in refs A, B and C are repeated for the edification of all UNAMIR personnel.

3. **Conduct.** All UNAMIR personnel in Rwanda represent their country, unit or agency and the UN. Considerable effort must be extended to project the best possible image to the local population. Many hours of patient work can be eroded by one thoughtless act which can impact on the reputation of UNAMIR. It is human nature to key on the failings of others and forget all the good that has been accomplished.

4. **Personal Security.** Personal security can be enhanced by adherence to the following guidelines:

- a. get to know your nearest UN and where the nearest UN vehicle is parked at night;
- b. know the phone number and radio call signs as included in Annex A to ref B (revised copy enclosed);

- c. inform your superior of all travel plans in and out of the country;
- d. eat and drink in secure locations. There is safety in numbers. Out of Bounds locations include all night clubs;
- e. avoid travel at night outside your duty station. If travel is necessary avoid travelling alone and avoid driving in remote and isolated areas in the city. Stay on safe streets and secure routes;
- f. avoid using local taxis and privately owned cars except if you personally know the car owner;
- g. stop only at established road blocks and avoid giving lifts to non-UNAMIR personnel;
- h. avoid setting a routine;
- j. always have your UN ID card in your possession; and
- k. use COMMON SENSE. Your life comes first, and thereafter, all items of material value.

5. **Vehicle Security.** Owing to the prevailing security situation and the UNAMIR curfew of 2300 hrs, all vehicle except those required in the performance of UNAMIR duty are to be parked and secured by 2300 hrs. UNAMIR vehicles should not be parked unattended during the hours of darkness or for prolonged periods during daytime unless under guard. Under no circumstances are vehicles to be parked overnight at the airport. In accordance with ref A, the tenets of the alcohol policy include no drinking and driving and no driving for eight hours after consuming alcohol.

6. **Out of Bounds.** The **Kigali Night** establishment continues to be out of bounds to UNAMIR personnel as per ref A. As the local economy continues to rejuvenate, new night clubs appear in the local area. **Until further notice, all night clubs are out of bounds to UNAMIR personnel.**

7. The foregoing points are intended to reinforce the contents of refs A, B, and C. This does not obviate the need for all personnel to be thoroughly familiar with the contents to those directives. Personal safety and security are paramount to the wellbeing of our people. It is not a time to become complacent and throw caution to the wind. Every member of UNAMIR is responsible to ensure adherence to regulations and directives.

EMERGENCY CONTACT NUMBERS/CHANNELS

1. For incidents occurring after 1800 or on the weekend: switch your radio to channel 8 or channel 4 and call callsign "Zero". Callsign Zero is the Military Duty Officer in the UNAMIR HQ Ops Room. You may also call for help on the following Callsigns and channels.

- a. **Channel 9 - "Sierra Oscar 9" HQ Civilian Security Officer** - between 0830 and 1800 hrs Monday -Saturday or telephone #84268 Extn. 11073/11135.
- b. **Channel 4 - Callsign "Zero" - Military Duty Officer** - 24 hrs or telephone #84268 Extn 11150 or #84265
- c. **Channel 7 - Callsign "Escort Zero" - MP Duty NCO** - 24 hrs or telephone #84268 Extn 11249 or #86855.

2. Standard procedures and discipline must be observed if radio communications is to be used successfully for security purposes. Messages should be planned in advance. Long difficult messages should be avoided as they can be misunderstood. In case of a shooting, do not panic, use your radio to call for assistance. Speak in a calm even voice and give the following information:

- a. Clearly state your callsign.
- b. Give your location and describe the incident that has taken place. This is the most important piece of information and could save vital minutes in time it takes for assistance to reach you.

(1) All personnel should know the grid reference of their place of residence as well as that of homes or other places that are frequently visited.

(2) You should also know their location in relation to prominent reference points (Meridian Hotel, Chez Lando, Trafipro, Mille Collines Hotel, The Parliament Buildings are examples of such locations).

(3) Which direction is North, South, East and West.

- c. If the situation permits, go to an easily identifiable rendez-vous point to meet the person(s) responding to your call.
- d. End the message with **"I need emergency assistance right away"**.

To circulate
↓

(No 1)

IV POL

| | |
|----------|------------|
| Received | 1190 |
| By: | A |
| Date: | SEP 1 1995 |



UNITED NATIONS
ASSISTANCE MISSION FOR RWANDA

NATIONS UNIES
MISSION POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA

UNAMIR - KIGALI

To: Lists A, B, C, D
From: COS
Date: 01 Sep 95

Subject: WORKING ETHOS

1. It is reiterated that office working hours are as follows:

(a) Monday - Friday

0800 - 1700 h - Office

1230 - 1330 h - Lunch Break

(b) Saturday

0800 - 1230 h - Office

1230 - 1700 h - Duty Officer in each Branch/Section

2. It has been noticed that the officers are not adhering to the laid-down office timings. In future, any officer absent from the place of duty/work is required to intimate the Branch/Section head of his whereabouts as also attend the radio set when called for. Note this for strict compliance.

3. Please ack.